

la Semaine

de l'émigration

ORGANE DE L'AMICALE DES ALGERIENS EN EUROPE

CONVERGENCE 1984



Maamar Boukerrou

Le credo de l'égalité

• Commission
paritaire n° 64700

■ **Organe de l'Amicale
des Algériens en Europe**
Hebdomadaire

■ **Directeur de la
publication**
Abdelkrim SOUICI

■ **Rédaction - Administra-
tion**

3, rue Joseph-Sansbœuf
75008 Paris
Tél. : 387.35.09
Compte banque U.M.B. Paris
n° 0066 401 4007

■ **Bureau d'Alger**

Centre d'information
de l'émigration
36, rue Asselah Hocine
Alger
CCP : 30 20 Alger

■ Nos abonnements sont
payables à la commande
sur la base des tarifs
indiqués ci-dessous,
et libellés exclusivement
en Dinars algériens,
ou Francs français,

■ **Algérie :**

Un an : 115 DA
Six mois : 60 DA

■ **France et autres pays :**

Un an : 190 FF
Six mois : 100 FF

Une réduction de 50 % est
consentie, sur les abon-
nements, aux jeunes de moins de
25 ans et aux étudiants.

■ Pour tout changement
d'adresse, nous prions
nos abonnés de nous
informer une semaine
à l'avance, en nous joignant
la dernière bande d'envoi.

■ Les documents reçus à
notre rédaction, ne peuvent
être réclamés par leur
expéditeur. Leur envoi
implique l'accord de
l'auteur pour leur
libre publication.

Agence (textes, photos) : APS

■ **Cadet Photocomposition**
9, rue Cadet - 75009 Paris
Imprimerie d'ETC
76190 - Yvetot

N° 109 du mercredi 5 décembre 1984

EMIGRATION

- Convergence 1984 : le crédo de l'égalité..... 3-8
- Séminaire de l'UNAFO : l'hébergement et plus ? 9
- Mme Dufoix pour une amélioration du regroupement familial..... 10
- La vie des Régions..... 11

ACTUALITE

- Election des APC et APW : l'exemple d'Alger 12-13
- ANP : promulgation de nouveaux décrets..... 14
- L'actualité dans le monde 15

SPORTS

- Khalef démissionne..... 16
- Championnat : Collo seul en tête..... 17

CINEMA

- Journées cinématographiques contre le racisme d'Amiens..... 18

TELEVISION

- « La Vega » de Aïssa Djabri..... 18
- « Nouveaux convertis » sur FR3..... 19

TRIBUNE

- Cet intégrisme islamique dont on parle 20

MAGAZINE

- Conférence : place de la poésie dans la littérature algérienne..... 21
- Note de lecture : « La Marche » de Bouzid 22
- Colloque : un hymne à la main..... 23
- Agenda, conférences, exposition 24

Renouvellement des A.P.C. et A.P.W.

Les élections pour le renouvellement des Assemblées Populaires Communales et Assemblées Populaires de Wilaya se dérouleront le 13 décembre 1984 en Algérie.

Les ressortissants algériens résidant en France pourront voter par procuration. Ils peuvent retirer les documents nécessaires, dès cette semaine, auprès des Consulats d'Algérie en France.

Convergence « 84 » Le credo de l'égalité

Immense défilé, races et couleurs confondues, à l'unisson dans les rues de Paris pour le premier jour du dernier mois de l'année. C'était l'apothéose, le final de Convergence « 84 », un an après le grand rassemblement de « la marche des beurs ». Il y a avait certes moins de monde qu'en 1983 pour clamer haut et fort le droit à l'égalité et le rejet du racisme abject qui mine le tissu social français. Mais sortir 30 000 personnes dans une France où la démobilisation des masses est perceptible pour une manifestation autonome vis-à-vis de toutes les forces politiques était une véritable gageure. Elle a été tenue.



Tout a commencé, on le sait, le 3 novembre. De Marseille, Brest, Strasbourg, Grenoble et Lille, partaient 50 jeunes de nationalités différentes. Algériens, tunisiens, sénégalais, portugais, marocains, vietnamiens mais aussi français avaient un but : arriver à Paris le 1^{er} décembre. Un moyen de locomotion : le cyclomoteur. Un mot d'ordre : « La France c'est comme une mobylette pour avancer il lui faut du mélange. » Un principe : refuser toute récupération par n'importe quel mouvement politique, syndical ou associatif.

Un objectif : vulgariser la revendication d'égalité, lancer un débat de société, faire entendre la voix des jeunes.

DE VILLES EN VILLES

Le tour de France en mobylette a duré près d'un mois avec des dizaines de villes étapes. Des étapes pour discuter, pour secouer les inerties, pour ne pas laisser l'initiative à la propagande anti-immigrée menée à

coups de mensonges et d'insultes par l'extrême droite. En raison de leur dénonciation de la « molesse » de la gauche, « les mobylettes de l'égalité » n'ont pas toujours reçu l'accueil attendu ou espéré. Mais les jeunes rouleurs ne demandaient rien, n'attendaient rien de ceux qui ne venaient pas vers eux sans intention de récupération ou de caporalisation. C'est ainsi que le plus souvent ils ont trouvé dans leurs haltes ceux qui ont compris ce message, comme les militants du Parti communiste, des syndicats CGT et CFDT et, du côté des organisations d'émigrés, de l'Amicale des Algériens en Europe, qui a salué l'arrivée à Paris des jeunes motorisés et le défilé final par une déclaration saluant le succès de l'opération.

REUSSI MALGRE L'ADVERSITE

Convergence « 84 » est une opération réussie malgré certaines adversités et, disons-le, des positions parfois trop radi-

(Suite Page 7)



Maamar BOUKERROU

Maamar BOUKERROU





Maamar BOUKERROU

Déclaration du bureau exécutif de l'Amicale des Algériens en Europe

L'Amicale des Algériens en Europe se félicite du succès de l'opération Convergence « 84 » conduite par la jeune génération issue de l'émigration. Cette importante manifestation exemplaire revêt une dimension toute nouvelle dans la lutte contre les discriminations qui frappent l'émigration.

En posant le problème de l'égalité, la jeune génération aborde avec une grande maturité les aspects politiques de ses profondes aspirations légitimes.

Elle interpelle au-delà de la classe politique avec ses clivages toute la société française. L'Amicale des Algériens en Europe

rappelle à cette occasion qu'aucune insertion sociale véritable ne serait réalisable si ne sont pas éliminés tous les dispositifs discriminatoires qui ont été jusqu'ici les principaux obstacles à sa mise en œuvre.

La communauté algérienne qui a payé un trop lourd tribut dans ce combat œuvrera encore avec plus d'efficacité pour l'aboutissement des droits inaliénables de la jeune génération, dans le respect de sa dignité et de sa sécurité.

De même, elle luttera inlassablement aux côtés des forces de progrès de ce pays contre l'exploitation du racisme odieux porteur de haine et de violence. ■





Quelques pas de danse avant de se mettre en marche...
... et c'est le départ.



Mamar Boukerrou

→ cales prises par les coordinateurs de l'entreprise. L'adversité se situait déjà dans le climat ambiant dans le pays traversé. Depuis l'année dernière, le racisme a connu un phénomène d'ascension inquiétant traduit par l'avancée électorale de l'extrême droite et que l'on trouve dans des discours xénophobes de certaines personnalités de la droite. Le gouvernement de son côté ne démontre plus la même disponibilité égalitaire et anti-raciste des années 81-83. Il tend à privilégier la politique de blocage-réduction de l'émigration au dépend de la réinsertion. Il y a aussi les médias qui ont manifesté peu d'empressement pour couvrir l'événement. Combien de quotidiens parisiens ont consacré leur « une » du lundi 3 décembre à l'événement du samedi ? Quelle est la chaîne de télévision qui a mis le « paquet » au cours du week-end pour être à la hauteur de l'événement et apporter sa contribution, aussi minime soit-elle, à la vulgarisation de thèmes généraux et humanistes ?

MATURITE POLITIQUE

« En posant le problème de l'égalité, la jeune génération aborde avec une grande maturité les aspects politiques de ses profondes aspirations « souligne à juste titre l'Amicale des Algériens en Europe qui réaffirme ainsi sa volonté et sa disponibilité à comprendre et à prendre en charge, dans les domaines de sa compétence, les préoccupations de la jeunesse algérienne émigrée. Elle rend à sa manière un hommage aux « mobylettes de l'égalité » qui ont voulu interpeller la société française en posant un problème de fond : la société française doit être battue sur l'égalité et contre le racisme, avec l'insertion des jeunes dans le respect de leur culture et de leur identité.

La démarche de convergence « 84 » est cependant maladroite quelque part et insuffisante dans ses formulations et ses propositions. Elle a tout de même le grand mérite de vouloir lancer un débat non cloisonné, sans a priori et non parcellisé. Le pendant négatif de ce mérite existe malheureusement. La dénonciation de la gauche telle qu'elle a été avancée risque de brouiller les cartes et de transformer le débat en luttes intestines. L'absence au défilé parisien de membres du gouvernement et de militants du Parti socialiste choqués par le mot d'ordre « Ils parlent tous d'insertion ; ils

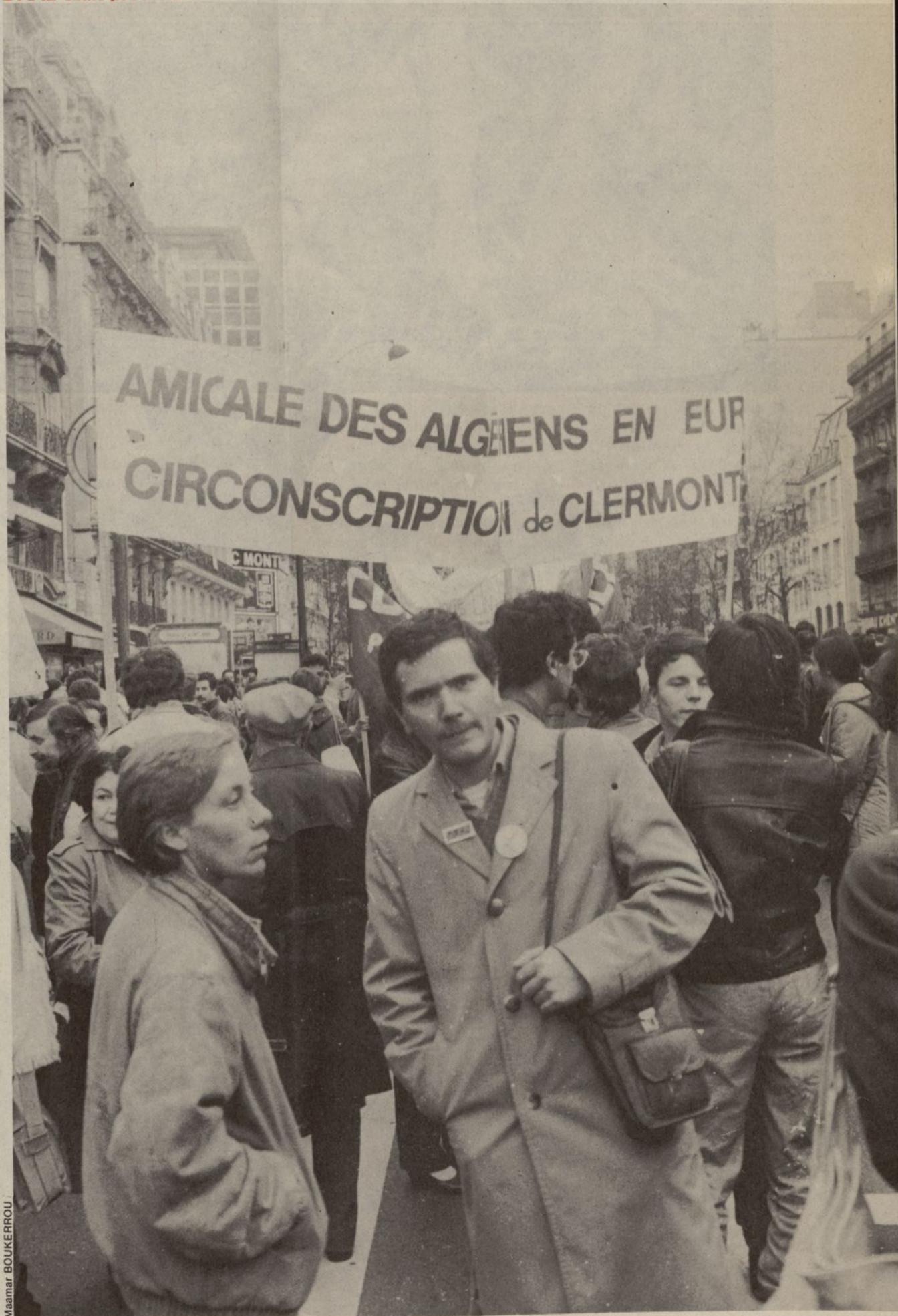
préparent tous notre expulsion » est à cet égard significatif. C'est le prêtre Christian Delorme qui déclarait à l'issue de la manifestation « C'est dur, très dur aujourd'hui de trouver une réponse. Les malentendus avec la gauche et avec quelques militants d'associations antira-

ciste cela aussi s'était révélé en 83. Mais peut-on se permettre en 84 de les faire éclater alors que l'après 86 (élections législatives) risque d'être terrible ? ». L'après Convergence « 84 » s'annonce évidemment difficile. Le paysage politique fran-

çais est toujours le même. Le racisme plus que jamais présent. La lutte pour l'égalité et contre le racisme plus que jamais nécessaire. Mais que le capital du 1^{er} décembre soit fructifié avec et pour les jeunes générations.

M. Merzak

L'AAE était présente...



Maamar Boukerrou



Maamar Boukerrou



Maamar Boukerrou

Séminaire des associations de foyers

L'hébergement et plus ?

L'Union Nationale des Associations Gestionnaires de Foyers de travailleurs migrants (l'U.N.A.F.O.) a tenu son cinquième séminaire à Paris les 27 et 28 novembre derniers avec pour thème général, cette année, « les associations gestionnaires de foyers face à leurs engagements ». Cette rencontre a permis des contacts et des échanges entre les associations, les organismes à vocation sociale voisine et leurs partenaires, donnant l'occasion de définir ensemble des bases de travail communes, des orientations.

Dans le contexte économique et social difficile d'aujourd'hui, ces associations de foyers pour migrants ont discuté, durant ce séminaire, de la façon de continuer à assumer leurs responsabilités en matière d'accueil, d'hébergement, d'insertion, de formation des travailleurs étrangers.

En effet, les difficultés actuelles que traversent ces foyers ne datent pas d'aujourd'hui, le phénomène de « nouveaux pauvres » ayant touché les foyers de travailleurs migrants depuis quelques années déjà.

Ce qui est nouveau par contre, c'est l'accélération de la paupérisation et de l'insolvabilité de ces travailleurs étrangers en foyers, qui ont des difficultés notamment à cause de la diminution de la couverture sociale, en particulier pour les chômeurs. Cette catégorie de résidents détient, en effet, le record d'impayés de loyers ou de retards irréversibles avec 22 % 2 % seulement des résidents qui ont encore un travail ne payent pas (ou avec retard) dans les foyers de province et 15 % dans ceux de la région parisienne où la situation reste particulièrement difficile.

Ce sont en gros ces questions dont a débattu l'UNAFO qui regroupe 51 associations (loi 1901) réparties sur toute la France, responsables de 311 foyers, 65 000 lits, regroupant 2 300 salariés et gérants des services sociaux, culturels, d'accueil, de formation, etc... Ces foyers constituent un type d'habitat répondant à un besoin social : outre le logement, il offre, comme l'a rappelé la présidente de l'UNAFO, M^{me} Chantal Huck, une possibilité d'insertion dans

une collectivité à des personnes relativement démunies et d'une certaine manière marginalisées.

Ces personnes ont actuellement difficilement accès à un logement HLM et seuls les « garnis » leur sont offerts à des prix compatibles avec leurs ressources dans le secteur privé.

Si la dégradation de la situation sociale des résidents de foyers particulièrement frappés par la crise (20 % de chômeurs) n'a pas encore entraîné de catastrophes ou d'incidents majeurs, c'est en partie, estime l'UNAFO, parce que le foyer est un lieu de solidarité, entre communautés immigrées, entre organismes à vocation sociale, solidarité qui permet à chacun de ne pas rester totalement isolé et sans moyens. C'est la raison principale, rappelle l'UNAFO, pour laquelle les foyers doivent continuer à fonctionner. L'autre raison est qu'il n'y a pas actuellement d'habitat alternatif pour ce type de population.

Le problème qui se pose à ces foyers est la difficulté du financement. Ils sont gérés par des organismes à but non lucratif qui ne disposent pas de fonds propres et qui dépendent de subventions octroyées par des institutions extérieures pour assurer le fonctionnement et la trésorerie, notamment le F.A.S. (Fonds d'Action Sociale).

UNE SITUATION DIFFICILE

De plus, le « prix de vente » des lits n'a pratiquement jamais été décidé par les organismes gestionnaires soit pour des raisons de lutte contre l'inflation (ces deux dernières années),

soit à cause de la tutelle étroite exercée par les pouvoirs publics (après les grands mouvements de grève des foyers des années 1970, dans les foyers Sonacotra notamment).

Autre problème, celui de la suroccupation, surtout en région parisienne et dans les foyers occupés par les Africains originaires des pays du Sud du Sahara, du fait du déficit en lits offerts.

20 000 lits seulement pour Paris et les sept départements d'Ile-de-France.

En ce qui concerne le F.A.S., les séminaristes ont noté que s'il a soutenu financièrement le fonctionnement des foyers depuis dix ans, actuellement sa volonté est de se désengager progressivement, alors que les foyers n'ont pas la possibilité de trouver des produits de substitution, une compensation financière.

Aussi, l'UNAFO pose-t-elle un certain nombre de questions. Les foyers de travailleurs migrants doivent-ils être maintenus en état de fonctionnement en conservant le système actuel, à savoir un objectif social qui reste d'ailleurs à définir, et des gestionnaires pour assumer des responsabilités ?

Doivent-ils dans ce cas obéir à des règles économiques et rechercher des tarifs d'équilibre ? Le F.A.S. peut-il déterminer son engagement dans la gestion des foyers pour les années à venir ?

Pour réduire les coûts, doit-on changer le système actuel, supprimer les gestionnaires et confier les foyers directement aux usagers ? Comment seront pris en compte les cas sociaux et le traitement spécifique qu'ils nécessitent ?

L'UNAFO propose dans le cas où les foyers seraient maintenus avec leur objectif social actuel, une démarche visant à restaurer à terme l'équilibre de gestion des foyers en agissant sur les tarifs, sur les rapports avec le F.A.S. et les institutions délivrant les aides. Les difficultés qui se présenteraient dans ce cas seraient, selon l'Unafo, la position du ministère de l'Economie et des Finances vis-à-vis de l'inflation et l'impossibilité de faire subir aux résidents des augmentations trop brutales. Enfin, il faudra traiter les cas sociaux.

En effet, cette question des immigrés en difficulté sociale, dont le nombre s'accroît dans les foyers, doit être traitée, indique l'Unafo, dans les plus brefs délais, sans quoi toutes les tentatives d'équilibrage financier et même social risquent d'échouer.

Et pourtant, comme certains intervenants l'ont rappelé dans le débat général, ces foyers doivent s'ouvrir sur l'extérieur, poursuivre leurs actions au niveau de l'alphabétisation, des stages de formation, particulièrement pour les jeunes, une formation en vue du retour au pays. Pour ces associations, la formation est le meilleur moyen d'évolution, tout en jetant des ponts avec les partenaires diversifiés, en ayant pour objectif global d'intéresser aux problèmes des immigrés des partenaires qui n'auraient pas d'actions spécifiques en direction des migrants. Il faudrait, comme devait le dire un séminariste, « aller beaucoup plus loin que les activités d'hébergement, expliquer les problèmes de ces migrants, nous qui les connaissons bien, qui nous y intéressons, dans un pays où il y a malheureusement rejet de ces immigrés ». C'est peut-être là l'aspect essentiel : l'hébergement et plus.

Chérif Harbi

Mme Dufoix annonce une amélioration du regroupement familial

Mme Georgina Dufoix, ministre français de la Solidarité nationale, a annoncé dans un communiqué, à la suite de la réunion extraordinaire du conseil national des populations immigrées le 28 novembre dernier, l'amélioration « des procédures d'introduction en France des familles des travailleurs immigrés ».

Le ministre a indiqué que des instructions très fermes vont être données « aux administrations pour que leur avis requis sur le relogement et sur les ressources soit donné en quarante cinq jours ». Ces instructions doivent suivre de près la « mise en forme juridique des textes nécessaires par les instances compétentes ».

Le regroupement familial

nécessitait, selon les décisions prises le 10 octobre 1984, une longue série d'enquêtes devant déterminer les ressources des personnes concernées et la qualité de leur logement sans que ces deux critères ne soient véritablement précisés (voir « La Semaine » n° 106). Ce qui avait soulevé une série de protestations de diverses associations d'immigrés ou proches des organisations des travailleurs immigrés. Le conseil de coordination de l'A.A.E., avait, pour sa part, dénoncé ces mesures le 22 octobre 1984.

En effet, les associations avaient fait valoir les difficultés que rencontraient les immigrés pour leur logement dans un contexte difficile

pour eux, particulièrement avec la vague de xénophobie qui sévit. Des milliers de travailleurs immigrés continuent de vivre dans des conditions difficiles et souvent très pénibles sans toujours voir aboutir leurs démarches pour l'obtention d'un logement décent.

Le ministre de la Solidarité nationale avait à plusieurs reprises assuré que serait entreprise une série de démarches pour aplanir ces difficultés. Mme Dufoix avait déclaré que les moyens déployés pour juguler l'immigration illégale et le regroupement des familles avait surtout pour but de préparer les conditions d'une meilleure insertion des travailleurs immigrés et leurs familles. « La France, avait-elle indiqué, peut aujourd'hui assu-

rer l'intégration des quatre millions et demi de travailleurs immigrés et leurs familles, mais ne saurait faire d'efforts supplémentaires. »

Lors de ce conseil extraordinaire des populations immigrées, Mme Dufoix a souligné « les difficultés réelles qu'il y avait à améliorer rapidement les conditions de logement des familles défavorisées », précisant que « les membres du conseil ont convenu que cette question devrait être examinée en priorité au sein des comités départementaux de l'habitat ».

Une table ronde se tiendra au début de 1985 pour préparer ces discussions.

C.H.

En bref...

— Insertion dans le système français et maintien du contact avec la langue et la culture d'origine : tels sont les deux grands axes de l'intégration scolaire des enfants d'immigrés exposés par le ministre français de l'Éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement dans une note d'information publiée en octobre. M. Chevènement a affirmé qu'il « convient pour l'unité de la nation de continuer à développer une politique d'insertion et d'intégration des immigrés dans la société française ».

En ce qui concerne l'école, il a ajouté : « L'insertion scolaire est nécessaire afin qu'ils soient préparés à la vie économique de notre pays et à ses transformations. Pour cela il est indispensable qu'ils acquièrent une parfaite maîtrise de la langue et de la culture française, facteur essentiel de réussite. »

Le ministre a annoncé qu'un crédit complémentaire de 3 millions de francs a été décidé pour renforcer sans délai l'apprentissage du français pour les enfants de parents immigrés, la formation des maîtres à cet effet et la diffusion de documents pédagogiques adaptés.

Il a souligné qu'il ne « faut pas enfermer les enfants dans des ghettos mais au contraire leur permettre, par un soutien adapté, de s'intégrer à la scolarisation ».

Il a demandé donc, d'une part, de ne pas faire perturber les classes spéciales d'adaptation et d'initiation, puis d'éviter toutes « structures de marginalisation » et no-

tamment de « lutter contre une orientation excessive des enfants étrangers dans les structures de l'enseignement général ».

Par ailleurs, le second axe de la politique de M. Chevènement est de « donner à ces enfants, s'ils le désirent la possibilité de maintenir un contact avec leur langue et leur culture maternelles ». Dans ce cadre, il a rappelé les accords intergouvernementaux pour l'organisation de cours de langue et civilisation donnés par les enseignants des pays d'origine concernés (comme cela se fait par l'Algérie, l'Amicale).

Il a demandé de continuer à développer les pratiques de pédagogie interculturelle à l'école et a annoncé sa décision d'étudier la possibilité d'introduire dans la formation initiale des enseignants une sensibilisation aux problèmes de la diversité culturelle des enfants. Les jeunes immigrés sont 1 025 300 dans les établissements scolaires (0,4 % du total des élèves) dont 689 100 (67 % des immigrés) dans le premier degré et 336 200 (33 %) dans le second degré. 94,8 % d'entre eux sont scolarisés dans l'enseignement public.

● Deux des trois responsables de l'attentat à l'explosif qui a détruit la mosquée de Romans le 3 mai 1982 ont été présentés devant la chambre correctionnelle de Valence, le 20 novembre dernier, sous l'inculpation de « destruction d'édifice par explosifs », de « détention d'armes de première et de quatrième catégorie » et « d'infraction sur la législation des armes ».

Deux ans et demi après les faits qui s'étaient déroulés après les élections cantonales, Gérard Gestret, 43 ans et Michel Gourru, 47 ans, n'ont pas permis de faire toute la lumière sur cette affaire et situer par exemple les véritables responsabilités au delà des individus. Gérard Gestret a avoué que c'est son complice qui a eu l'idée de cet attentat mais en précisant qu'il avait seul confectionné la bombe. « Faire exploser la mosquée de Romans, c'était un acte symbolique ; aujourd'hui, je pense que j'ai commis une erreur », a-t-il déclaré à l'audience. Le jugement a été mis en délibéré.

L'attentat contre la mosquée de Romans avait amené le maire de la ville, le secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, M. Georges Fillioud, à prononcer un discours en dénonçant fermement les actes racistes.

Ce discours, intitulé « Qui sème la haine récolte la violence », a été publié dans le bulletin municipal et a valu au ministre d'être condamné pour diffamation publique le 10 juillet dernier à Lyon.

— La Commission consultative pour les Affaires des travailleurs arabes immigrés en Europe, à l'issue de ses travaux début novembre à Tanger, s'est prononcée pour une action arabe au niveau du secrétariat général de la Ligue Arabe et de l'Organisation Arabe du Travail. Cela pour exprimer à la partie européenne les sentiments de mécontentement des Arabes et le recours à toutes les potentialités arabes dans la dé-

fense des droits légitimes des travailleurs arabes immigrés. Des réunions afin de coordonner, notamment, les positions des pays du Maghreb ont été également décidées. La Commission a appelé de même l'Organisation Arabe du Travail à contribuer à la tenue, avant la fin de l'année, en cours, d'une réunion des experts du Maghreb pour adopter une position unique face aux politiques européennes dans le domaine de l'immigration.

Elle imite aussi l'Organisation Arabe du Travail et l'Organisation Arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences à mettre à la disposition des travailleurs arabes immigrés, des ouvrages arabes en nombre suffisant. L'Organisation Arabe du Travail est invitée à suivre de près l'évolution de la situation des travailleurs arabes immigrés en nommant sur place en Europe un expert arabe en la matière. L'AAB était représentée à Tanger.

— « L'école et les enfants d'immigrés », tel est le titre du numéro 58 de « Migrants-Formation », numéro spécial qui fait le point, en une vingtaine d'articles sur les principales questions qui touchent la scolarisation des enfants de travailleurs migrants. Les principaux thèmes traitent de l'échec scolaire qui n'est pas supérieur à celui des élèves nationaux, à catégorie socio-professionnelle égale, et d'autres questions telles : comment l'école perçoit-elle la présence des enfants d'immigrés ? Quelles relations entretient-elle avec la famille, le quartier ?

Assemblée générale de Liège

Le samedi 13 octobre 1984 à 14 h 30 en la salle de la F.G.T.B. à Liège, Monsieur Aït Oussaïd Merzouk, délégué départemental adjoint, responsable de Liège a tracé un bilan d'activités de la section de Liège, en présence de Messieurs Izza Mohamed, Délégué Régional, Bouahli Lakhdar, Délégué Régional Adjoint et Mellab Mohand Saïd, Délégué de la circonscription organique de Belgique.

Dans son rapport, Aït Oussaïd devait notamment souligner le doublement des effectifs, l'adhésion totale des membres de notre Communauté aux options fondamentales du pays et à la nouvelle structure de notre organisation après un an de travail effectif. Il devait en outre lancer un appel en direction des jeunes pour venir renforcer les rangs de l'Amicale étant donné que les conditions minimales étaient réunies pour

faire un travail positif à long terme et sur des bases solides. Finalement, il devait conclure en rappelant la vigilance des membres de notre organisation contre toute tentative de division et de dénigrement émanant de moutons égarés ou de brebis galeuses. Monsieur Mellab, dans son intervention, devait insister sur la mobilisation pour faire de la journée du 17 octobre le symbole de la participation de notre Communauté émigrée à la guerre de Libération Nationale.

Monsieur Izza, répondant aux questions de l'Assemblée devait insister sur le pas de géant accompli par notre pays en l'espace de deux décennies de développement, il devait rappeler que le présent Plan Quinquennal prévoit qu'à l'horizon des années quatre-vingt-dix le problème du logement trouverait en partie une solution, entraînant par là-même la

résolution du problème de l'émigration. Néanmoins pour l'instant Monsieur Izza a insisté sur le fait qu'il faut serrer nos rangs, rester vigilants, profiter du renouvellement des instances de base pour prendre

des responsabilités au sein de l'organisation et finalement se mobiliser pour fêter avec un éclat particulier le trentième anniversaire du déclenchement de la Révolution Algérienne.



Région du Centre

Réunion d'anciens moudjahidine

Une assemblée de moudjahidine s'est tenue sous la présidence de M. Laouar, coordinateur des moudjahidine, en présence de M. Manaa, délégué de la circonscription, ainsi que les deux délégués départementaux.

L'ordre du jour comprenait les points suivants :

- compte rendu sur les activités de 1983 et 1984,
- élection du nouveau comité,
- retard concernant les attestations,
- l'arrêt complet de l'établissement des dossiers OCFLN,
- les dossiers de réforme,
- divers.

Le coordinateur a donné des explications sur les points prévus à l'ordre du jour. Ces explications ont satisfait les frères moudjahidine présents qui ont tenu à saluer les efforts déployés par la commission pour l'établissement, l'étude et la transmission des dossiers OCFLN, dont certains ont été concrétisés par leur acceptation et l'envoi des décisions à leurs titulaires.

Certaines personnes présentes ont déploré qu'à l'issue de leur séjour en Algérie durant

les vacances d'été, leur dossier n'ait pas été transcrit sur les registres de leur APC d'origine.

D'autres ont indiqué qu'en réponse à une question sur l'utilité des attestations, il leur a été répondu que celles ne portant pas de mention marginale n'en présentaient aucune. Il va sans dire qu'une telle attitude a choqué.

Au terme du débat, les moudjahidine présents ont procédé à l'élection du nouveau comité.

En fait, cette élection a vu la reconduction de l'ancien comité.

Le Responsable de la circonscription organique de Grenoble a ensuite pris la parole pour appeler les moudjahidine à renforcer réellement les rangs de l'organisation et à œuvrer efficacement pour contrecarrer les agitateurs.

L'absentéisme à la vie de l'organisation doit être banni.

Pour sa part, le coordinateur a insisté sur la nécessité d'occuper le terrain afin que la présence de l'organisation soit réelle, présence parfois mise en cause par l'incapacité de certains responsables à assumer la mission qui leur a été confiée.

Nous avons reçu de la Société Nationale de Construction de logements pour les travailleurs (SONACOTRA) les précisions suivantes :

Dans la « Semaine de l'Emigration » du 21 novembre, vous rendez compte en page 7, d'un incendie survenu au foyer de Torcy. Vous évoquez à cette occasion, un « problème de sécurité » dans cet établissement.

D'autre part, vous émettez un doute sur la volonté de la direction de mettre en place un comité de résidents : deux points qui appellent une mise au point de notre part, que je vous remercie à l'avance de porter à la connaissance de vos lecteurs.

1 - La survenance du sinistre n'est pas à mettre en relation avec un prétendu « problème de sécurité ». Le feu qui s'est déclaré dans une chambre et non dans la « cuisine du foyer », comme il est dit dans l'article est dû à l'imprudence et la négligence d'un résident.

L'extension du sinistre a pu être limité grâce à l'intervention rapide et efficace des pompiers. D'autre part, tous

les systèmes de sécurité de l'établissement complètement refait à neuf il y a deux ans pour toutes les parties communes, ont parfaitement fonctionné. En particulier l'évacuation des chambres s'est faite sans aucune panique, les personnes présentes empruntant soit la sortie normale, soit les sorties de secours.

2 - L'élection d'un comité de résidents implique la constitution d'une liste de résidents à jour dans le paiement de leur redevance. Une liste a été présentée il y a quelques mois par l'Amicale. Or celle-ci comportait les noms d'une dizaine de résidents en retard dans le paiement de leurs redevances. C'est la raison pour laquelle, à ce jour, un comité de résidents n'a pas pu encore être mis en place à Torcy.

Le Délégué à la Communication
Alain GRENET

Elections des APC et APW

Le choix du citoyen

Le 13 décembre prochain, tous les citoyens et citoyennes, en âge de voter, s'en iront aux urnes choisir leurs représentants aux assemblées communales.

Avec ce choix, seront déterminées les capacités exactes et les potentialités des élus à prendre en charge la somme des problèmes que rencontre la commune. De ce fait, il n'est pas inutile de répéter toute

l'importance que revêt le choix de chacune et de chacun, compte tenu à la fois du poids et de la nature des difficultés actuelles.

En ce sens, la circulaire présidentielle n° 14 a été suffi-

samment claire, dans la mesure où elle invite à tenir expressément compte de la « nécessité d'adjoindre à l'engagement militant pour toute candidature, les compétences dans la gestion, l'efficacité ».

Aujourd'hui, la commune apparaît bel et bien comme l'expression concrète de l'ardente politique de décentralisation, poursuivie depuis des années, et elle recense, au niveau de ses frontières objectives, toutes les responsabilités et toutes les prérogatives de l'Etat. Ainsi, que ce soit dans le domaine économique, social ou culturel ou que ce soit dans celui du militantisme dynamique

Tout le plaisir de se promener sans crainte des voitures...



Photo Algérie-Actualité

Photo Algérie-Actualité

au niveau de la Kasma, la commune a un rôle de base déterminant par rapport à la stratégie nationale de développement.

De là, le sens et l'importance d'une attribution fondamentale de la commune, à savoir le contrôle populaire, attribution qui relève des critères d'engagement et d'intégrité des responsables. Et c'est aux électeurs, en leur âme et conscience, d'apprécier, à leur juste mesure, les candidats en fonction de ces exigences.

L'EXEMPLE D'ALGER

On l'a beaucoup dit, écrit et réaffirmé, s'il est une vitrine essentielle de ce que peut et doit être une commune, Alger (pour diverses raisons, dont la première ne saurait échapper à personne) demeure la ville-commune modèle.

Depuis environ un an, les Algérois ont constaté, jour après jour, que le visage de la capitale se modifiait peu à peu, prenant la couleur de l'été. D'abord, cela a commencé avec la réfection des trottoirs. Maître d'œuvre, le conseil populaire de la ville d'Alger n'a eu de cesse de rappeler que l'opération ne concernait pas uniquement le centre-ville mais bel et bien toute la cité (2 millions de m²...).

En réalité, d'ailleurs, cette opération n'est qu'une phase du plan général d'assainissement et d'embellissement de la capitale, mis en œuvre au lendemain du 5^{ème} congrès du Parti. Diverses activités ont caractérisé la réalisation de ce programme : réaménagement des voies, carrelage des trottoirs, aménagement de places publiques et de voies piétonnières, revêtement, construction de 5 passages souterrains, réparation des ascenseurs en panne, embellissement des allées principales etc.

Pour 1984, dans le cadre de tous ces travaux, plus de 60 milliards de centimes ont été investis qui ont permis de rendre aux habitants de la capitale, particulièrement à ceux du centre-ville, le sourire. Les quelque 120 000 foyers d'éclairage, vêtus et usés, ont été confortés par 60 000 nouveaux foyers, modernes, élégants et efficaces (1^{ère} phase de l'opération « éclairage »). Le souci de rendre aussi agréable que possible la circulation, même dans les rues exigües, a conduit les responsables du projet à supprimer tous les réverbères et autres poteaux pour les remplacer par des candelabres scellés aux immeubles.



Une ville bien éclairée, c'est déjà un autre monde...
Alger la blanche a retrouvé le soleil, même la nuit...



Autre exemple, et non des moindres, la question (au sens propre comme au figuré) du nettoyage a été examinée sous tous les angles et a permis de réorganiser et d'étoffer au maximum le service qui dispose désormais de 3 000 agents et de tous les moyens indispensables à l'hygiène et à la propreté d'une grande cité. 20 milliards de centimes ont été dépensés pour ce service.

Travail de circonstance ? Certes non, et les responsables sont affirmatifs. « Il n'a jamais été dans nos intentions de faire un travail de conjoncture comme certains l'ont laissé supposer. Au contraire, nous avons visé le « long terme » et le permanent et toutes ces actions doivent être poursuivies sans relâche... »

Reste le difficile et délicat problème du civisme qui, on l'a constaté à maintes occasions, exige une campagne de sensibilisation, d'information et de mobilisation continue. Sans la prise de conscience de toutes et de tous, sans la participation effective des citoyens, sans la mise au pas de tous les réfractaires qui ne veulent changer

leurs mauvaises habitudes et leur conduite à l'égard de la chose publique, tout le travail serait vain. A ce propos, le président du conseil populaire de la ville d'Alger avait lancé un vibrant appel : « L'entretien de la capitale est l'affaire de tous. »

« Le public a une grande part de responsabilité car c'est surtout à lui que revient le privilège de préserver l'état des lieux et les infrastructures qui sont, avant tout, destinées à lui faciliter la vie ».

POUR UN VISAGE DIGNE

Dans un autre registre, la capitale a bénéficié du programme général de développement de la wilaya d'Alger. Ainsi, de nombreuses autres réalisations, et non des moindres, sont venues s'ajouter à celles que nous venons de signaler : le maqam echahid (mausolée) autour duquel le centre Ryad el Feth constitue un impressionnant espace commercial et de loisirs (salles de spectacles, commerces di-

vers, restaurants, brasseries etc.), la zone d'El-Kettani, à Bab-El-Oued, avec ses restaurants, sa piscine sur front de mer, ses espaces verts, le nouveau parc de Bainem avec son musée de la faune nationale, ses aires de jeux pour enfants, ses terrains de sport multiples, ses réserves pour le camping etc.

Il suffit de regarder les milliers de familles qui envahissent ces divers endroits, le jeudi soir ou le vendredi, pour comprendre combien les populations avaient vraiment soif de distractions et de loisirs. La réalisation antérieure du parc d'attractions saluée avec enthousiasme, posait le problème du coût peut-être pas à la portée de toutes les bourses. Pour le parc de Bainem, tout est gratuit et cela accroît l'engouement des parents et des enfants pour un après-midi de détente.

Inscrit dans le cadre de la transformation générale du paysage urbain de la capitale, le processus d'embellissement conjugué à celui de l'équipement en infrastructures socio-culturelles témoigne de la volonté du gouvernement de changer le cadre de vie du citoyen et de conférer à nos cités un visage digne des options et des principes de la Révolution du 1^{er} novembre.

Pour nos enfants, pour toute cette génération qui se bouscule aux portes des écoles, la question du cadre de vie est fondamentale. C'est en cela que l'action menée et poursuivie avec opiniâtreté, au niveau de la capitale, doit servir d'exemple pour toutes les APC, dans tout le territoire national. Cela, en un certain sens, dépend aussi du choix des citoyens...

A.C.

Armée Nationale Populaire Promulgation de nouveaux décrets

Répondant au degré d'évolution que l'armée nationale populaire a atteint, et conformément aux impératifs découlant des missions actuelles et à venir de défense nationale, le président Chadli Bendjedid, président de la République, secrétaire général du parti du F.L.N., a promulgué deux décrets portant sur la création de l'État-major de l'Armée nationale populaire et sur une nouvelle organisation du ministère de la Défense nationale.

Il a été également procédé à une réorganisation du territoire national en six régions militaires :

- 1^{ère} région militaire, a pour siège Blida ;
- 2^{ème} région militaire, a pour siège Oran ;
- 3^{ème} région militaire, a pour siège Béchar ;
- 4^{ème} région militaire, a pour siège Ouargla ;
- 5^{ème} région militaire, a pour siège Constantine ;
- 6^{ème} région militaire, a pour siège Tamenghest.

Dans le cadre de cette nouvelle organisation, le président de la République, secrétaire général du parti, a promulgué plusieurs décrets portant nomination :

Du général-major Mostefa Benloucif au poste de chef

d'état-major de l'A.N.P. et des généraux Kamel Abderrahim et Khaled Nezzar aux postes de sous-chefs d'état-major de l'A.N.P.

Par ailleurs, le général Rachid Benyelles a été nommé secrétaire général du ministère de la Défense nationale.

D'autre part, des désignations de commandants de certaines régions militaires ont eu lieu comme suit :

— Le général Hocine Benmaalen — 2^{ème} région militaire ;

— Le colonel Habib Khelil — 5^{ème} région militaire ;

— Le colonel Mohamed Betchine — 4^{ème} région militaire ;

Il est à rappeler que le commandement :

— de la 1^{ère} région militaire est assuré par le général Mohamed Atailia ;

— de la 3^{ème} région militaire est assuré par le colonel Lamine Zeroual ;

— de la 6^{ème} région militaire est assuré par le colonel Mustapha Abid.

Le président de la République, secrétaire général du parti F.L.N., a promulgué également un décret portant nomination du lieutenant-colonel Abdelmadjid Cherif, commandant des forces navales.

NATION... NATION...

● DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le deuxième salon international des collectivités locales s'est ouvert le mercredi 28 novembre aux pins maritimes. Ce salon qui durera dix jours a pour objet de :

1 — permettre aux élus et aux opérateurs locaux d'avoir une meilleure connaissance des techniques modernes dans le monde à travers les équipements qui seront exposés à cette occasion.

2 — Renforcer les relations professionnelles entre les opérateurs locaux et les entreprises et sociétés étrangères participantes,

3 — Faire connaître la production nationale,

4 — Contribuer à promouvoir les échanges, les expériences et les connaissances à travers les conférences et les colloques qui seront organisés durant cette manifestation.

5 — Contribuer à définir les conditions d'échanges et de coopération dans le domaine des études et des recherches à caractère technique sur des bases et des règles objectives.

Les collectivités locales ont fait connaître, au cours de ce salon, les efforts déployés en matière de décen-

tralisation et d'équilibre régional ainsi que les réalisations enregistrées au profit du peuple algérien.

Divers équipements utilisés par les collectivités locales ont été exposés, à ce salon, notamment les véhicules de transport urbain, des engins utilisés par les services hygiène et protection civile ainsi que des équipements d'éclairage public, d'hydraulique, d'informatique et autres.



● ACCORD DE COOPÉRATION: U.J.A. — UNION DES JOURNALISTES YUGOSLAVES

Un accord de coopération a été signé mercredi 28 novembre entre l'union des journalistes Algériens (U.J.A.) et l'union des journalistes yougoslaves en présence de M. Cheriet Lazhari, membre du secrétariat permanent du comité central, chargé de l'information et de l'ambassadeur de Yougoslavie à Alger.

L'accord de coopération a été signé du côté algérien par M. Mohamed Abbas, secrétaire général de l'U.J.A., et du côté yougoslave par M. Stwиковski, président de l'union des journalistes yougoslaves.

A.G. des Mouhafadhas

Faire preuve d'intégrité

C'est avec l'assemblée générale annuelle de la mouhafadha d'Alger que le cycle des regroupements à travers tout le territoire national s'est achevé.

Cette réunion a été présidée dimanche 25 novembre par M. Mohamed Chérif Messaadia, membre du bureau politique, responsable du secrétariat permanent du comité central du parti du F.L.N.

L'importance de ces rencontres a d'ailleurs été chaque fois mise en exergue, dès lors qu'il s'agit pour les militants de dresser un bilan de l'action annuelle, d'analyser les insuffisances et de proposer un nouveau programme.

C'est ainsi que M. Moha-

med Chérif Messaadia, dans un discours d'orientation prononcé en cette circonstance, a souligné les acquis remportés durant ces dernières années tout en appelant les militants à redoubler d'ardeur et de vigilance pour justement préserver ces acquis.

Le militantisme et le sens des responsabilités doivent être, a-t-il notamment rappelé, un devoir et non un privilège ; cela suppose, au-delà du simple fait de l'adhésion, « des efforts quotidiens et un défi permanent aux difficultés et aux problèmes de tout genre ».

L'action du militant se fonde dans la pratique quotidienne à travers sa mobilisation et son

organisation mais elle renvoie aussi à sa contribution effective au contrôle, à la planification et à l'orientation. Voilà pourquoi, de tous les critères essentiels qu'il importe de retenir dans l'analyse d'une action remplie, celui relatif à l'objectivité paraît, a dit M. Messaadia, le plus déterminant. « Notre action permanente, insiste le responsable du secrétariat permanent du comité central, doit permettre le triomphe des principes du parti qui se confondent avec les options fondamentales du pays et les aspirations des masses populaires. »

L'exigence de l'heure sera, notamment dans la perspective des prochaines élections du 13 décembre (A.P.C. et A.P.W.) celle de « l'intégrité et de l'abnégation dans l'intérêt général des masses populaires ».

D'indéniables acquis sont là qui témoignent des efforts accomplis en matière d'organisation, d'encadrement et de formation politique, cela ne veut

pas dire que toutes les difficultés sont surmontées mais on peut considérer qu'ils représentent « une plate-forme solide pour la concrétisation des principes » du parti. Et M. Mohamed Chérif Messaadia de souligner l'exigence fondamentale actuelle, à savoir « accorder davantage d'intérêt à la jeunesse dans le rassemblement des éléments aptes pour l'action militante ».

Le meilleur témoignage du militantisme conscient apparaît dès lors qu'il existe une authentique vigilance révolutionnaire à l'égard des ennemis internes et externes de la révolution ainsi qu'une mobilisation totale pour le parachèvement de l'œuvre d'édification nationale. De ce point de vue, tous les militants à travers le territoire national sont unanimes pour souligner leur volonté de veiller à la sauvegarde des acquis et à l'accomplissement des nouveaux objectifs...

A.C.

Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien à l'U.N.E.S.C.O.

« J'ai grand espoir de participer un jour prochain, non plus à une journée de solidarité, mais à la journée de libération et de création d'un Etat palestinien... » Ainsi s'exprima l'ambassadeur Youssef Ben Abbès parlant au nom de tous les ambassadeurs arabes à Paris. Et il poursuivit :

« Je lance un appel aux Nations Unies pour qu'elles se soucient davantage de la question palestinienne. Je lance un appel aux Etats-Unis d'Amérique pour qu'ils modifient leur politique. Je lance un appel aux Etats européens pour qu'ils assument leurs responsabilités. Je lance un appel à tous les Etats arabes pour qu'ils soient solidaires entre eux... »

C'était dans la grande salle de l'U.N.E.S.C.O. La réunion était présidée par le représentant du groupe arabe, le délégué de l'Arabie Saoudite, Saleh Barwazeer.

Le directeur général, Amadou Mahtar M'Bow, prit la parole en indiquant que, le 2 décembre 1977, une résolution des Nations Unies priait le Secrétaire général d'organiser chaque année, à partir de 1978, une journée de solidarité avec le peuple palestinien. Ce qui se réalise donc en cette Maison de l'U.N.E.S.C.O. qui est la maison de toutes les cultures.

Puis se succédèrent, au nom du groupe des pays socialistes, le représentant japonais, Léon Wascinski ; au

nom du groupe d'Amérique Latine, le Colombien Hernandez ; au nom du groupe africain, le Nigérian Musa.

Le représentant de l'O.L.P., Omar Massalha, remercia alors tous les participants pour leur solidarité, cette solidarité qui constitue un facteur important dans le combat pour la juste cause du peuple arabe de Palestine.

Après les messages de M. Klibi responsable de la Ligue Arabe, de Mohye El Dine Saber, responsable de l'A.L.E.C.S.O., un message du Comité Français pour le Patrimoine culturel palestinien, la deuxième partie de la soirée comportait un récital du pianiste et compositeur palestinien, Patrick Lama. Celui-ci joua une dizaine de morceaux de musique classique arabe qu'il compose, dans un style moderne et à travers le choix d'un instrument moderne qu'est le piano. Tout en conservant certains caractères mélodiques, certains rythmes, qui donnent à ses compositions un cachet particulier.

Preuve, en écoutant jouer ce compositeur palestinien que, comme l'a écrit Ibrahim Souss : « La culture d'un peuple, c'est ce par quoi il se reconnaît face aux autres, par quoi il affirme sa continuité, c'est-à-dire la substance même de son identité. »

Denise Barrat

L'ARAC pour des relations étroites entre l'Algérie et la France

Il y a 30 ans, le 1^{er} novembre 1954, éclatait l'insurrection algérienne. Le Conseil National de l'Association Républicaine des Anciens Combattants et Victimes de guerre, réuni à Pantin (93) les 27 et 28 octobre 1984, s'incline devant toutes les victimes de cette guerre qui devait durer 8 ans.

Il rappelle que dès le début l'ARAC — fidèle à ses orientations considérant que l'intérêt de la France n'était pas de s'engager dans un nouveau conflit — demandait la cessation des hostilités, le règlement des problèmes soulevés par voie de

négociations avec les représentants qualifiés des combattants algériens,

Aujourd'hui, il importe de tourner les yeux résolument vers l'avenir ; dans cet esprit l'Association Républicaine des Anciens Combattants et Victimes de guerre a établi des rapports fraternels avec l'Association des anciens Moudjahidine.

Le Conseil National souhaite qu'entre la France et l'Algérie se développent des relations étroites dans tous les domaines (économique, scientifique, culturel, touristique, etc.)

Algérie-OPAEP : un accord-cadre

Un accord-cadre d'assistance mutuelle a été signé lundi 3 décembre entre l'ENEP (entreprise nationale d'engineering) et la Société arabe d'engineering (AREE).

Cet accord prévoit des échanges d'experts et d'informations, la tenue de séminaires et la mise en œuvre de moyens spécifiques dans le domaine de l'engineering, pour permettre aux deux entreprises de progresser dans l'accumulation de la technologie.

Le champ d'application de cet accord ne se limite pas, en outre, au seul secteur de l'énergie et des industries annexes...

Point de vue

Novembre en Nouvelle-Calédonie ?

« L'histoire est cyclique, elle se répète » disait Marx. Il avait en partie raison, en partie seulement.

1830, la France débarque en Algérie, le processus colonisateur commence. 1853, les Français s'emparent au nom de l'Empire de la Nouvelle-Calédonie...

1^{er} novembre 1954, attentats en série sur tout le territoire algérien. Les Français apprennent à vivre au rythme explosif de trois lettres : F.L.N. Novembre 1984, attentats en rafale sur toute la Nouvelle-Calédonie, les Français découvrent le F.L.N.K.S.

L'Algérie est riche en pétrole. Le général De Gaulle, généreux, propose « la paix des braves », celle de l'Algérie sans le Sahara ! Nouvelle-Calédonie, deuxième réserve de nickel au monde, troisième producteur mondial, 400 000 tonnes annuellement exportées vers la métropole.

Ah ! au fait, un détail, la France ne produit pas de nickel et son territoire stérile en métaux non ferreux fait que le pays de Voltaire présente un déficit patent dans ce secteur. Mitterrand propose l'autodétermination ! Dans quelles conditions ? Il espère que l'avenir de la Nouvelle Calédonie passera inévitablement par l'accession à l'indépendance mais dans un Etat qui serait démocratique et par sa constitution associée à la France... En gros, on part mais nous restons. Raccourcis saisissants certes, mais raccourcis quand même. En effet, on ne peut guère aller plus loin dans la comparaison. C'est là que l'on comprend qu'il n'y a pas de déterminisme historique, au sens marxiste du terme.

Le contexte en Nouvelle-Calédonie est différent tant sur le plan intérieur qu'extérieur de celui qui régnait en Algérie en 1962. Sur le plan intérieur, il est certain que la population « indigène » représente 43,56 % de la population totale, soit la majorité relative ; cependant les colons sont près de 37,12 %. Le reste, soit environ 20 %, est constitué de Tahitiens ou d'Indonésiens. En Algérie, le rapport était de un pour dix.

De plus, le contexte international est tout autre. La France n'est plus la puissance colonisatrice mise au ban de la scène internationale comme elle le fut en 1960.

C'est une puissance régionale qui cherche à préserver ses intérêts économiques mais dans les limites du raisonnable. Le Tiers-Monde, « partenaire » essentiel de la politique économique française, suit avec attention ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie et le président de la République en est conscient.

De toute évidence, François Mitterrand, à qui ces événements doivent rappeler de bien mauvais souvenirs, n'adoptera pas un comportement à la Thatcher face aux revendications des Argentins sur les Malouines. On ose espérer qu'il œuvrera en faveur d'un règlement pacifique répondant aux vœux des indépendantistes et ce avant 1986, avant les législatives.

Dans tous les cas de figure et quoi qu'il advienne, en tant qu'Algérien, j'ai beaucoup apprécié la manière dont les Calédoniens ont fêté le trentième anniversaire de notre Révolution.

Brahim Zitouni

Khalef démissionne, le tandem Saadane-Lemoui prend la relève

C'est finalement officiel, l'entraîneur de l'équipe nationale, Mahieddine Khalef, a démissionné la semaine dernière. La Fédération Algérienne de Football (F.A.F.) a désigné le tandem Saadane-Lemoui pour prendre la succession.

« Après le Mondial 82, le plus dur commençait. Il est un peu regrettable qu'il y ait eu beaucoup de problèmes après ce Mondial. » Mustapha Dahleb (que nous avons interviewé dans notre dernier numéro) ne croyait pas si bien dire. Car, que s'est-il passé après la magnifique prestation de notre équipe nationale en Espagne ? Un changement d'entraîneur (Khalef par Zouba), un autre changement (Khalef revient à la place de Zouba) et un autre encore (Khalef repart, Saadane et Lemoui arrivent). Cela en l'espace de deux ans et demi. Est-ce vraiment sérieux ?

Surtout que l'Algérie avait atteint, tant au Mondial 82 qu'à l'Ivoire 84, un standing qui exigeait un maximum d'efforts et de sérieux pour qu'elle puisse le maintenir.

Le moins que l'on puisse dire est que l'équipe nationale algérienne se serait bien passé de tous ces remous pour se consacrer uniquement à un travail continu et intense.

DECLARATIONS CONTRADICTOIRES

On ne rentrera pas dans les détails de la décision de Khalef. De toute façon, il n'est pas facile de cerner toutes les vérités de cette affaire. Notons simplement les déclarations (contradictaires) de Khalef et du président de la F.A.F., Dhomar Issad.

Khalef : « Il n'est plus possible de travailler dans un environnement hostile où les responsabilités des uns et des autres sont mal définies, et où l'intérêt sacré de notre football est escamoté par des idées et des intentions mesquines. »

Issad : « Il y a là (retard dans la préparation de l'E.N.) un pro-

blème de fond qu'il ne faut pas fuir, et qui se pose déjà depuis un certain temps. L'entraîneur national, au lieu de préparer un programme dans cette direction, se lance dans des polémiques sans fin relatives tantôt à ses frais de déplacement, tantôt à ses problèmes personnels. A mon avis, il est incapable d'aller plus loin et il a peur de ne pas remplir la mission qui est attendue de lui par les milliers de supporters de l'E.N., car, précisément, il n'a rien fait en ce sens, mieux encore il nous menace de démissionner à chaque fois. »

Sans commentaires, sinon qu'il est dommage que ces deux hommes, connus pour leur grande valeur et leur sens du devoir national, en soient arrivés là.

UN CHOIX JUDICIEUX

Ceci dit, l'intérêt de l'équipe nationale passant avant tout et les échéances étant très proches, comment se présente l'avenir ? Tout en regrettant la démission de Kahlef à qui il faut reconnaître le bon travail accompli à la tête de l'E.N., il convient de reconnaître que le choix de Saadane et Lemoui est judicieux.

Le premier était déjà à l'E.N. en 1981 et 1982. Il connaît donc tous les éléments qui ont préparé et fait la campagne du Mondial 82. Et comme l'équipe nationale repose encore sur l'essentiel de ces éléments, aucun problème de ce côté là. Saadane connaît bien les joueurs et réciproquement.

Quant à Lemoui, il retrouvera bon nombre d'espoirs qui sont passés dans le groupe de l'E.N. et qu'il connaît parfaitement pour avoir été, depuis plus de deux ans, l'entraîneur de l'équipe nationale espoirs.

Les deux hommes, ce qui ne gêne rien, ont des qualités humaines reconnues par tous.

Donc, en principe, il ne devrait pas y avoir de problèmes : le tandem Saadane-Lemoui et les joueurs devraient travailler rapidement dans la meilleure entente.

En réalité, les prochaines échéances de l'E.N. sont loin d'être insurmontables. On ne voit comment l'Angola (coupe du monde) et la Mauritanie (coupe d'Afrique) pourront inquiéter sérieusement notre équipe nationale, même si, à ce moment-là, elle ne sera peut-être pas tout à fait au point. Mais, ensuite...

Ensuite un groupe homogène et compétitif aura eu le temps de se former et l'Algérie pourra de nouveau faire parler d'elle, dans le bon sens.

Bonne chance Saadane et Lemoui !

Le communiqué de la F.A.F. sur la démission de Khalef

Voici le communiqué publié le 26 novembre par la F.A.F. et concernant la démission de Khalef :

« Le bureau fédéral a, lors de sa réunion du 21 novembre 1984, pris acte du désistement unilatéral de Monsieur Khalef Mahieddine vis-à-vis de ses missions, responsabilités et obligations à l'égard de l'équipe nationale.

Conscient de la nécessité de répondre à l'attente de l'opinion sportive en matière d'information saine et objective sur l'état de préparation de l'équipe nationale et soucieux du caractère d'urgence absolue que revêt la préparation de l'équipe nationale en vue des rencontres qualificatives à la Coupe d'Afrique des Nations, la Coupe du Monde et les impératifs de toutes natures qu'engendre cette exigence, le Bureau Fédéral a immédiatement entamé des consultations nécessaires et a décidé de se réunir dans les meilleurs délais afin d'adopter le plan d'action à court terme et statuer sur la vacance du poste d'entraîneur national. Le Bureau Fédéral tient à exprimer ses remerciements à Monsieur Khalef Mahieddine pour tous les efforts consentis et les services rendus au mouvement national sportif et au football algérien en particulier. »

(Le Bureau Fédéral)

Peu après ce communiqué, la F.A.F. a annoncé la nomination de Rabah Saadane et Kamel Lemoui comme « entraîneurs conjoints de l'équipe nationale ». A qui sera regroupée en stage bloqué début décembre.

Cette nomination, a indiqué la F.A.F., vient « dans le cadre de l'application du programme d'action à court et moyen terme en direction de l'équipe nationale de football « A », particulièrement son encadrement, son animation et sa préparation devant les échéances et prévisions urgentes de l'équipe nationale de football quant à sa participation aux rencontres qualificatives à la coupe d'Afrique des Nations, la coupe du monde et les impératifs qu'engendre cette exigence. »

L'ALGERIE CONTRE L'ANGOLA

en éliminatoires de la Coupe du monde et...

Le tirage au sort, effectué le 28 novembre à Zurich, a désigné l'Angola comme adversaire de l'Algérie pour le deuxième tour éliminatoire de la Coupe du monde, zone africaine.

Seize pays restent encore en course dans cette zone qui, rappelons-le, sera représentée par deux pays au Mondial 86 de Mexico. L'Algérie, le Cameroun et le Ghana étaient qualifiés d'office pour le second tour qui sera en quelque sorte des huitièmes

de finale.

Voici les rencontres tirées au sort et qui auront lieu dans les tout premiers mois de 1985 (les dates précises n'ont pas été encore fixées) :

Algérie-Angola
Zambie-Cameroun
Maroc-Malawi
Kenya-Nigéria
Egypte-Madagascar
Guinée-Tunisie
Soudan-Libye
Côte-d'Ivoire-Ghana

CONTRE LA MAURITANIE pour la Coupe d'Afrique des Nations

C'est la Mauritanie qui sera le premier adversaire de l'Algérie pour le compte de la coupe d'Afrique des Nations dont la phase finale aura lieu en 1986, en Egypte.

L'équipe nationale mauritanienne vient en effet de se qualifier aux

dépens du Libéria (1-3 à l'aller et 3-0 au retour).

Les dates exactes des deux matches Algérie-Mauritanie ne sont pas encore connues, mais ils devraient avoir lieu dans le courant du mois de janvier prochain.

Lekkak coordinateur des entraîneurs

L'ancien professionnel et international algérien Mohamed Lekkak a été installé, il y a trois semaines, comme coordinateur des entraîneurs de football.

Lekkak, qui résidait en France, est rentré définitivement en Algérie pour occuper son poste.

Football

Championnat-Nationale I

COLLO SEUL EN TETE

Six matches nuls sur dix rencontres. La 17^{ème} journée du championnat Nationale I a été surtout profitable au WKF Collo qui est allé gagner à Boufarik (sa quatrième victoire consécutive), alors que ses compagnons de la semaine

dernière ont perdu (MAHD) ou fait match nul (MPO). Collo affirme de plus en plus ses prétentions en pensant qu'elle pourrait bien réaliser l'exploit de Mascara la saison passée.

Collo solide leader



RESULTATS

| | |
|--------------------------------|-----|
| AM AIN M'LILA - JE TIZI-OUZOU | 0-0 |
| WO BOUFARIK - WKF COLLO | 0-2 |
| MP ALGER - USM HARRACH | 0-2 |
| JS BORDJ MENAIEL - CHLEF SO | 0-0 |
| RS KOUBA - WM TLEMCEN | 0-0 |
| ASC ORAN - ESM GUELMA | 1-1 |
| EP SETIF - JCM TIARET | 3-0 |
| CM BELCOURT - GCR MASCARA | 2-2 |
| ESM BEL ABBES - MA HUSSEIN-DEY | 2-1 |
| USM ANNABA - MP ORAN | 0-0 |

CLASSEMENT

| | Pts | J | G | N | P | Bp | Bc |
|-------------------|-----|----|---|---|---|----|----|
| 1. WKF COLLO | 39 | 17 | 9 | 4 | 4 | 19 | 12 |
| 2. MP ORAN | 38 | 17 | 9 | 3 | 5 | 17 | 11 |
| 3. MA HUSSEIN-DEY | 37 | 17 | 7 | 6 | 4 | 22 | 17 |
| USM EL-HARRACH | 37 | 17 | 6 | 8 | 3 | 19 | 14 |
| 5. JE TIZI-OUZOU | 36 | 16 | 8 | 4 | 4 | 21 | 8 |
| GCR MASCARA | 36 | 17 | 6 | 7 | 4 | 29 | 23 |
| 7. ASC ORAN | 35 | 17 | 6 | 6 | 5 | 18 | 15 |
| EP SETIF | 35 | 17 | 5 | 8 | 4 | 19 | 16 |
| WM TLEMCEN | 35 | 17 | 7 | 4 | 6 | 16 | 13 |
| WO BOUFARIK | 35 | 17 | 5 | 8 | 4 | 15 | 13 |
| 11. CHLEF SO | 34 | 17 | 6 | 5 | 6 | 13 | 13 |
| JS BORDJ MENAIEL | 34 | 17 | 5 | 7 | 5 | 14 | 16 |
| 13. ESM GUELMA | 33 | 17 | 5 | 6 | 6 | 14 | 16 |
| 14. CM BELCOURT | 32 | 17 | 4 | 7 | 6 | 19 | 24 |
| 15. USM ANNABA | 31 | 17 | 3 | 8 | 6 | 16 | 19 |
| ESM BEL ABBES | 31 | 17 | 4 | 6 | 7 | 12 | 17 |
| 17. RS KOUBA | 30 | 17 | 3 | 7 | 7 | 18 | 19 |
| AM AIN M'LILA | 30 | 17 | 3 | 7 | 7 | 9 | 19 |
| 19. MP ALGER | 29 | 16 | 4 | 5 | 7 | 17 | 18 |
| JCM TIARET | 29 | 17 | 3 | 6 | 8 | 18 | 22 |

En bref...

● Le Racing Club de Paris va mal. Classé bon dernier et pour cause (deux points en neuf matches, 14 buts marqués contre 32 encaissés en 18 matches), l'avenir s'annonce très sombre pour lui.

Dans cette dérive, les Algériens du RCP n'ont pas grand chose à se reprocher. Benmabrouk a été toujours très bon (hélas, ce fut l'un des rares de l'équipe); Madjer, blessé pratiquement depuis le début de saison, a été récemment opéré de la pubalgie; Chebel, après un très bon début de championnat, a dû également être arrêté pour subir l'opération du ménisque. Il vient de reprendre la compétition. Enfin, Laachj, a été quelquefois appelé en renfort, remplissant ce rôle sans démentir.

Tout cela n'a pas entamé l'optimisme de l'international norvégien et avant-centre du RCP, Arnie Oekland, qui pense que la trêve fera du bien au club. Sa solution pour la suite? Madjer à l'aile (« où il sera plus utile ») et Chebel en 10 (« il donne la balle plus vite »).

● L'épouse de l'international algérien et lillois Noureddine Kourichi a échappé miraculeusement à un accident de voiture le 25 novembre.

Le véhicule du footballeur Didier Christophe, dans lequel avaient pris place M^{me} Christophe et M^{me} Kourichi, est allée au fond d'un ravin. La voiture a été détruite, mais les passagers sont sortis indemnes.

● C'est le 6 décembre que sera donné le coup d'envoi des 2^{èmes} Jeux sportifs nationaux au niveau des communes. Après cette phase communale, qui prendra fin le 20 janvier prochain, ces jeux se dérouleront, successivement, aux niveaux des dairas, des wilayas, des régions et des zones pour aboutir à la phase nationale qui aura lieu du 4 au 13 juillet 1985, à Alger.

Donc, pendant sept mois, des milliers de sportifs de l'ensemble des secteurs d'activité nationale (école, université, armée, communes, monde du travail) concourront dans une quinzaine de disciplines et tenteront de passer les cinq stades précédant la phase fi-

nale qui réunira plus de 6 000 athlètes filles et garçons).

● Le président de la FAF, Dhomar Issad, vient d'effectuer une mission en France qui lui a permis de rencontrer certains joueurs professionnels algériens et quatre présidents de clubs français. L'objet de cette mission était de discuter de l'incorporation des « pros » algériens au sein de l'EN.

Il semblerait que le résultat de ces rencontres est très positif. Tous les « pros » sont prêts à répondre présents s'ils sont appelés par l'équipe nationale. En outre le président de la FAF, d'une part, et les présidents du RCP, de Brest, du Havre et de Mulhouse, d'autre part, sont convenus de faire chacun l'effort nécessaire pour que ces « pros » puissent satisfaire, dans les meilleures conditions, leurs obligations vis-à-vis de leurs clubs tout en ayant la possibilité de défendre les couleurs nationales.

● Dhomar Issad a chargé un trio composé de Bendrama, Djadaoui et Oudjani (le père) pour la prospection de jeunes footballeurs de talent algériens en France. Eventuellement, ils se chargeraient également de faire des regroupements, en France même, des professionnels appelés en équipe nationale.

● Les professionnels appelés régulièrement en équipe nationale participent à un regroupement à Alger pendant la trêve du championnat de France. A cette occasion, une conférence de presse est prévue pour clarifier tous les malentendus existant entre certains joueurs et la FAF.

Les joueurs « pros » ont proposé à la FAF d'organiser un ou deux matches, pendant leur séjour en Algérie, en faveur des enfants handicapés.

● Benmabrouk aurait été appelé par Henri Michel avant la rencontre France-Bulgarie du 21 novembre dernier. Réponse de l'international algérien et du pilier du Racing de Paris: « Je n'ai rien à faire en équipe de France, je suis Algérien. »

Cross : l'A.N.P. domine à Caen

1^{er} Satouh, 2^{ème} Belhadj, 3^{ème} Telhami, 4^{ème} Habchaoui, 5^{ème} Benzaoui, 6^{ème} Bougara, les Algériens se sont adjugés les six premières places au cross international militaire qui vient de se dérouler à Caen.

Seuls le Belge Huberland et le Marocain Reddaf ont pu suivre le rythme sévère imposé par l'équipe de l'A.N.P. qui, une fois de plus, s'est distinguée sur les parcours européens.

Journées cinématographiques contre le racisme d'Amiens

Les Caraïbes pour mémoire

Pour les 4^{èmes} journées cinématographiques contre le racisme, Amiens a endossé ses couleurs Caraïbes, avec une rétrospective comportant plus de vingt longs métrages, donnant à voir l'histoire de la mer des Caraïbes.

A côté de cette prestigieuse production venue d'ailleurs, des studios hollywoodiens en l'occurrence, Amiens a été aussi le théâtre de projection d'une production d'œuvres nationales.

Que ce soit l'image des Caraïbes en provenance de Hollywood ou plus historique, celle rendue par la cinématographie nationale des Iles, il est très question quelque part d'un peuple dans son rapport à sa culture, voire à son histoire.

« A Amiens, en 1984, écrit le festival des différences, la Caraïbe pourra donc être rencontrée dans la relation à l'histoire du cinéma international ». Dans cette hypothétique quête de l'identité culturelle et devant les nombreuses transformations structurelles qui s'opèrent dans les îles, la caraïbe apparaît comme la « mer de notre histoire ». C'est là, écrit Carlos Fuentes, qu'est née la culture hispano-américaine.

Une culture convergente : croisée des chemins de l'héritage indien et espagnol, africain, fran-

çais, anglais et hollandais du niveau monde ; c'est grâce à cette faim d'espace, qui est à l'origine des voyages de la découverte qu'ont été trouvées les caraïbes. L'Europe, poursuit C. Fuentes, n'avait plus de place en Europe. L'Europe voulait un autre espace. L'espace de l'Utopie, de l'Age d'or, du bon sauvage. L'espace de l'innocence. L'Europe pensa les trouver dans le bassin culturel du Golfe du Mexique et de la mer des Antilles. Mais si elle les a trouvés, elle les a perdus aussi. L'Europe a d'abord apporté sa propre utopie dans le Nouveau Monde puis elle l'a tuée ».

Ce voyage à l'intérieur des cultures différentes et des soubresauts de l'histoire donne définitivement son sens à l'histoire des journées cinématographiques d'Amiens. C'est un regard dont on saurait trop souligner l'importance. La production nationale en provenance des îles s'accélère, se précise et se développe. Amiens, ainsi, a donné la parole à un intéressant panorama de cette cinématographie avec un souci en particulier, celui de dépoussiérer des profils demeurés ambigus de cette image des Caraïbes exprimée par le cinéma hollywoodien. Ce projet est appuyé par la publication

d'un document relatif à la mémoire des populations des îles. « C'est en ce sens, écrit le directeur du festival, qu'on peut qualifier la version 1984 des journées cinématographiques d'Amiens contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples de « Festival des différences ». Ouvert à tous les langages cinématographiques le festival d'Amiens est une réflexion sur la réalité et ses images... » Rappelons que le Festival se

poursuit actuellement à Paris. En effet, la cinémathèque française accueille dans la salle Pompidou du 28 novembre au 3 décembre une sélection des films réalisés dans les îles et dans les exils, avec notamment l'intéressant « Bour la Folie » de Benjamin Jules Rosette, qui met en situation un parcours à la limite de la folie quand il s'agit d'interroger le peuple dans son rapport à la culture.

M.B.

Télévision

« La Vago » de Aïssa Djabri

Partir, quitter ce pays à la « con ». Acheter une voiture et, avec pour guise de voyage, l'arnaque. Tel est résumé, pour l'essentiel le canevas de cette histoire courte « La Vago », réalisée par un « beur », semble-t-il, et diffusée sur Antenne 2, jeudi dernier.

La première impression qui se dégage de ce court métrage est que désormais, le cinéma des immigrés, celui du « Mektoub » ou du misérabilisme, pour utiliser un mot qui a fait du débat, un sacré dégât culturel, est mis dans les oubliettes tragiques de l'émigration. Il est vomis, tout comme est vomie cette fatalité caractérisée des images de chantiers, des soupirs répétés et en silence, et enfin, ce porteur de valise perdu, hagard, dans le labyrinthe gris de la réalité française.

« Mektoub » est loin...

Le « Mektoub » laisse place à un cinéma de plein droit où le talent se veut d'abord l'ABC d'une carte de visite.

Avec le court métrage de Aïssa Djabri, « Le thé à la menthe » de Bahloul Bahloul, diffusé bientôt sur A2, « le thé au harem » à venir, on assiste indéniablement à la prise en charge d'une culture d'ici, par une poignée de réalisateurs immigrés algériens, où la vertu élémentaire consiste à répliquer avec violence aux situations violentes faites à l'immigration. Mot pour mot, œil pour œil, et peut-être image pour image, autant dire, parler le même langage et pourquoi pas sublimer artistiquement, la violence d'une sur-vie où les tranches de temps s'appellent chômage, racisme, bavures.

MB

« Los Sures »



« Opération Bootstray »



« La Vago »...



OU nouveaux ilôtes ?

★ Soixante minutes très riches et très œcuméniques que cette heure passée avec « les nouveaux convertis », l'autre vendredi sur FR3, dans le magazine d'information d'André Campana.

Riches, car elles ont permis de mieux connaître les autres, ceux des autres familles monothéistes qui composent le triptyque religieux : Judaïsme, Christianisme, Islam.

Mais quoi qu'en disent les uns et les autres, la crise morale qui souffle sur le monde fait que ces trois grandes religions sont en compétitions sur le terrain de l'apostolat. Compétition feutrée, mais non moins réelle où chacun annonce sa profession de foi.

Seulement voilà, il ne fait pas bon clamer en France qu'on est nouveau converti. L'étiquette de rênégat plane au dessus des têtes aussi menaçante que le fil aiguisé de l'épée de Damoclès.

QUATRE MILLE

Pourtant à croire les chiffres énoncés, il y aurait quelque quatre mille conversions au christianisme qui s'opèrent chaque année. Tandis que les Français convertis à l'Islam sont au nombre de 300 000 au total.

On nous assure qu'il y a même des musulmans qui se sont convertis au christianisme. A part l'évocation d'un certain Abdeljalil Mohamed, marocain issu d'une famille de Fes qui entra dans les ordres en devenant le franciscain Jean Mohamed, aucun autre cas ne fut donné à titre d'exemple. Encore que l'histoire de ce Fassi est-elle exceptionnelle dans son exemplarité, car enfant d'une famille très pieuse, il rejoignit les rangs des Franciscains en 1930. Mais — dit-on — à l'orée de sa vie, il fit amende honorable. Ce que contestent avec force ses frères en religion.

Pierre Boz, professeur en islamologie, explique la rareté de ces conversions-là

par ce qu'il a appelé « la mémoire de la menace ». Kafer, Renegat, peut appeler à la mort. Réelle ou symbolique.

Comme ce fut le cas pour le franciscain d'origine marocaine dont la famille a porté en terre un cercueil, pour bien marquer la rupture définitive par cet enterrement symbolique.

ACTE D'ACCOMPLISSEMENT

Roger Garaudy dont l'itinéraire peut paraître surprenant, lui, le philosophe et l'historien qui est venu d'abord de la chapelle chrétienne pour entrer dans le clergé communiste pour enfin embrasser la foi musulmane, ne cache pas que dans ce dernier acte, il y a accomplissement. Devenant musulman a-t-il expliqué en substance, il a l'impression d'y pénétrer sans quitter de son bras gauche la Bible et le bras droit « le Capital ».

Perdre la foi, dit-il, c'est perdre la vie.

Quant à l'excommunication en Islam qui se veut une peine de mort, le philosophe se demande où les gens sont partis chercher ça. Alors qu'il est écrit, dit-il en substance, il n'y a pas de contrainte en matière de religion. Tu discuteras avec les chrétiens qui sont les meilleurs des gens, de la meilleure façon.

Puis il définira la pratique comme étant l'ensemble des actions d'un homme, pour rappeler ensuite qu'il existe, pour ce qui est de la prière, des chrétiens du dimanche, des Juifs du Sabat et des Musulmans du vendredi :

« Si chacune de nos actions ne se fait pas sous le regard de Dieu ce n'est pas une prière. C'est un rite. Le problème n'est pas de respecter un rite mais avoir le sentiment de la présence de Dieu dans tous les actes de la vie. »

Mort symbolique ! Mais n'est-ce pas cela dont il s'agit pour évoquer le cas de cette femme issue d'une famille

catholique et qui a embrassé la foi de l'Islam et pris le prénom de Aïcha.

Une amie, nous raconte-t-elle, lui a dit avec un soupçon d'agressivité : ainsi, tu as pris la religion des Arabes !

Son mari Pierre qui a fait une halte de réflexion avec sa propre pratique religieuse du catholicisme — comme on fait une jachère — définit la vie comme « vaincre ses peurs » et de nous dire que la France d'aujourd'hui est très raciste et très xénophobe. D'où sans doute cette protection derrière le mur de l'anonymat.

Xénophobe le petit Français ? Demandez-le à cet ancien chrétien devenu israélien et qui s'entend dire par ses copains de travail : « de toute façon avec tes cheveux frisés... ! »

FRATERNITE ET TOLERANCE

La voix de la fraternité et de la tolérance nous est venue de chez Cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de Paris.

Les nouveaux musulmans ? Les hommes sont libres, nous dit Cheikh Abbas. Notre rôle est de les convier à Dieu, à croire à Son Message et à Ses Prophètes. Or les Musulmans croient aussi en Jésus et aux Ecritures. Si les hommes nous suivent tant mieux. S'ils refusent, ils sont libres.

A ceux qui estimaient que les nouveaux musulmans le devenaient par conformisme ou par intérêt, il répond que cette accusation est une insulte pour tous ceux — philosophes, hommes de lettres, savants — qui ont sacrifié leurs intérêts voire leur propre famille pour se consacrer à l'Islam.

QUETE DE DIEU

Quant au problème de la croyance, rien n'autorise à pénétrer dans la conscience des gens. La croyance est une affaire entre l'individu et Dieu. « Si vous dites que vous êtes musulman, nous, musulmans n'avons pas à juger ou douter de votre parole. »

Pierre Boz explique que beaucoup de chrétiens ont reconnu dans les musulmans immigrés qu'ils côtoient le visage souffrant du Christ. Surtout à cette époque (la guerre d'Algérie) où l'on a jeté nombre d'hommes par dessus les ponts et mis d'autres au ban de la société.

Alors pourquoi ces chrétiens ne feraient-ils pas un bout de chemin avec les musulmans ?

Après tout la religion n'est-elle pas la quête de Dieu et la foi le témoignage que Quelqu'un habite en nous...

LAMINE A.

A l'occasion
du Mawlid Ennabaoui

la Semaine

présente ses meilleurs vœux
à ses lecteurs
et à l'ensemble de la communauté
musulmane

Cet intégrisme islamique dont on parle

Le mot intégrisme désigne l'attitude et le comportement de ceux qui, dans le monde catholique, défendent l'intégrité de la foi, exigeant une certaine perfection et pureté morales. Adopté au début du 20^e siècle en Europe par certains adversaires du modernisme, il se trouve rejeté par ces intégristes-mêmes, en raison de ses nuances péjoratives.

Mais, les doctrinaires et théoriciens de la dénaturation de l'Islam, ont attribué ce terme « intégrisme » à leur cible déclarée, en vue de déformer des réalités. Ainsi, le terme « intégrisme islamique », propagé à dessein, entretient beaucoup plus la confusion et l'agitation qu'il ne désigne un phénomène réel.

Ceux qui s'attaquent à « l'intégrisme islamique », cette appellation confectionnée de toutes pièces, appartiennent certes, à des horizons différents et visent des fins différentes. A travers le monde islamique, certains pouvoirs impopulaires et illégitimes, font de la lutte contre « l'intégrisme islamique », leur cheval de bataille pour mâter des revendications légitimes et des mécontentements populaires, justifiant ainsi, la répression et les emprisonnements arbitraires ; alors qu'en Occident, les détracteurs de l'Islam dénoncent « l'intégrisme islamique » devenu à la mode, pour ranimer des préjugés vieux depuis la période des croisades, et les diffuser — les médias aidant — à travers l'opinion publique.

Si une alliance tacite intervient entre les uns et les autres pour des raisons de circonstances, les fausses et machiavéliques manœuvres échoueront, et la réalité finira par apparaître au grand jour, l'histoire a toujours condamné les tyrans comme elle condamnera ceux qui ravivent la haine et la répandent entre les hommes.

LES SOURCES DE L'ISLAM

Pour l'opinion publique, le terme « intégrisme islamique », pure invention des officines de la désinformation, traduit l'intolérance, le fanatisme le plus extrême, l'agressivité et parfois le crime.

Par conviction islamique, nous condamnons toutes formes de violence agressive. Les Musulmans nourris dans les sources de l'Islam ne sauraient se reconnaître à travers ce qu'on appelle l'intégrisme islamique. Est-il nécessaire de rappeler que l'agressivité, le fanatisme, l'intolérance

ou tout acte blâmable, ne trouvent aucune justification dans le Message islamique. Mais, pourquoi alors attribuer le terme « islamique » à des attitudes et à des actes et de ses délits, au lieu de dénoncer l'ethnie à laquelle il appartient ou la confession qu'il professe ? Certains médias mettent en avant le slogan de « intégrisme islamique » pour poursuivre une campagne anti-Islam. Ainsi, les germes de la haine et du racisme, ces graves maux sociaux, seront consolidés et bien assis dans des mentalités.

UNE FOI AGISSANTE

Dans le monde islamique, il y a en effet, comme il y a toujours eu des mouvements d'idées et des mécontentements populaires s'identifiant à l'Islam. C'est là le signe d'un monde vivant que motive une foi agissante et profondément vécue. Ces mouvements et mécontentements populaires se sont manifestés aussi bien avant que durant la période coloniale. Depuis la fin de cette période coloniale, les Mouvements islamiques ont, il va de soi, évolué en fonction de la situation nouvellement créée. Aux Mouvements qui, jadis prônaient l'Islam et luttèrent pour l'indépendance de leurs pays, ont succédé des Mouvements animés d'un souffle nouveau, visant actuellement à doter les pays musulmans de structures et d'institutions conformes au Message islamique. Ces structures et institutions islamiques constitueront certes, la pierre angulaire d'une émancipation et d'un développement adaptés aux réalités de nos Peuples musulmans, en quête d'une libération interne : car, la fin du colonialisme classique n'est pas une fin en soi. La libération totale de nos Peuples passe par l'élimination de toutes les séquelles de la colonisation — quelles que soient leurs formes — et par le rejet de toute dépendance ou influence des Puissances hégémoniques, de l'Est ou de l'Ouest.

Cette vision et cette démarche nouvelles ne vont pas sans créer des problèmes intérieurs graves et complexes, en raison de l'installation arbitraire et illégale de systèmes politiques et socio-économiques porteurs de contradictions, tant leur incompatibilité avec nos réalités populaires est flagrante. C'est ainsi, qu'à travers le Monde islamique : monarchie absolue, socialisme militaire et république totalitaire, revêtent un caractère commun : l'arbitraire et la répression.

Hier, les régimes coloniaux déclenchaient leurs répressions contre des Résistants appelés : « terroristes » et « fellagas » ; aujourd'hui, certains régimes nés de l'après-colonialisme déclenchent leurs répressions contre les Résistants appelés « intégrisme islamique ».

Il n'entre pas dans nos intentions de taire ou de couvrir des exactions commises par des personnes musulmanes ou se réclamant de Mouvements islamiques. Ces exactions quand elles sont prouvées, ne sont nullement inhérentes au Message ou à l'action islamique. Elles sont le fait d'attitudes et de comportements propres à des individus ou à des groupements. Toute action humaine ne peut prétendre à la perfection. Elle peut avoir ses lacunes et ses faiblesses. Mais, la justesse de la cause finira toujours par clarifier cette action et par l'améliorer pour la rendre positive.

Le terme « intégrisme » est vidé de son contenu propre et déplacé de son cadre, quand on l'attribue à des Mouvements islamiques qui posent les problèmes du devenir de leurs Peuples. L'intégrisme ainsi dénaturé peut aussi avoir un sens politique. Pourquoi pas ? Il désignerait alors les régimes politiques répressifs et totalitaires. Cet « intégrisme politique » désignerait aussi les systèmes à parti unique, qui font « élire » leurs candidats uniques avec des pourcentages variant entre 95 et plus de 99 % des « votants » dans certains pays.

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Alors qu'un Islam actif se développe partout, on profère à son égard des calomnies pour le discréditer et lui donner un sens péjoratif. On le qualifie « d'intégrisme » et on l'attaque sur deux fronts : de l'extérieur et de l'intérieur. Ceux qui l'attaquent de l'extérieur utilisent tous les moyens de la communication en Occident. On tente de l'affaiblir en vue de prêter assistance à des régimes « protégés ». Mais, ces

intrigues s'élimineront sans doute face aux réalités des Peuples. Certains veulent voir à travers la poussée de l'Islam, surtout l'Islam militant, une menace pour la pensée et la Civilisation occidentales. Nous pensons que cela reflète une attitude puérile et aberrante. La pensée et la Civilisation occidentales doivent plutôt s'accommoder de la présence agissante d'un Islam qui trouve en lui-même la logique et le moteur de son épanouissement et de son développement. Cela suscitera sûrement un climat de compréhension mutuelle entre les hommes par-delà leurs Continents. L'esprit humain se libérera ainsi de toutes entraves, s'ouvrira vers tout le genre humain pour imaginer et concrétiser une vie humaine universelle plus digne et plus juste. De l'intérieur, l'Islam militant est assailli par certains Dirigeants politiques habitués à jouir et à abuser des privilèges du pouvoir, se livrant au gaspillage et à la corruption. Ces dirigeants voient à travers l'Islam militant une remise en cause de leurs pouvoirs usurpateurs. Ils engagent la répression et procèdent aux arrestations et emprisonnements arbitraires de ceux qui s'identifient à cet Islam militant, les appelant péjorativement, comme le fait l'information occidentale : « intégristes », « fondamentalistes »...

A travers tous les âges, la répression et les emprisonnements n'ont jamais arrêté la marche des peuples. Les Mouvements islamiques s'amélioreront sûrement et s'élèveront au niveau de leur époque pour donner à l'action islamique, action libératrice, toute sa clarté et sa vraie dimension.

Les pouvoirs répressifs n'ont tiré aucun enseignement de l'histoire. L'information mensongère et calomnieuse non plus. Ceux qui luttent avec foi et conviction pour des causes justes, pour la fraternité humaine sans distinction et pour le respect de la condition humaine universelle, finiront toujours par triompher. Tel est l'Enseignement de Dieu et de son Prophète. Et tel est l'enseignement de l'Histoire.

Nidaou El Islam

Lisez et faites lire
la Semaine

Place de la poésie dans la littérature algérienne contemporaine

M. Abdelkader Benmohamed a donné ce mardi 20 novembre une conférence dont le thème était « la place de la poésie dans la littérature algérienne contemporaine ».

M. Benmohamed est un homme passionné par la poésie dont il se sert pour clamer la foi qu'il a en l'avenir de notre pays ; c'est un poète qui dans les pays occidentaux serait appelé « poète engagé ». Mais au cours de sa conférence, M. Benmohamed nous montrera combien la poésie algérienne fut et demeure engagée, militante.

M. Benmohamed a écrit de nombreuses opérettes et chants patriotiques qu'il a rassemblés et qui feront l'objet d'un recueil en cours de publication. Outre la poésie, M. Benmohamed a consacré sa vie à l'Ecole algérienne. Il sera tour à tour instituteur, professeur, inspecteur et directeur de la Formation à l'Education nationale. Il occupe actuellement le poste de chef de cabinet du ministre de l'Education nationale. Cet itinéraire voué à l'école, explique sans doute le fait que M. Benmohamed nous a offert au cours de cette conférence, un exposé clair, précis qui nous a apporté de nombreux éléments dans la compréhension de la poésie algérienne en langue nationale.

RÈGLES PRÉCISES

En effet, dans un premier temps M. Benmohamed a procédé à un historique de la poésie arabe telle qu'elle s'est construite tout au long des siècles. La poésie arabe classique obéit à des règles précises et à des structures strictes qui trouvent leur source à l'époque « Djahilienne », époque anté-islamique.

C'est dans la première période Djahilienne que la plupart des mètres (au total 16) ont été définis en particulier avec El Khalil Ibn Ahmed. Cette époque se caractérise par de longs tâtonnements et de recherches pour aboutir à une structure de 16 mètres dont chacun à des dérivés, ce qui donne soixante-huit combinaisons ou façons de construire un vers classique. Le caractère classique d'une poésie arabe se retrouve dans l'instrument poétique utilisé : les mètres les plus employés sont les mètres amples, denses et long (le tawil, le kamil, et le basit). La poésie arabe se distingue par la prosodie de ses vers. L'application de tous ces codes poétiques l'emporte sur toute innovation qui n'est pas admise par les

partisans de cette réglementation.

La langue utilisée dans la poésie arabe est une langue rigoureusement classique, régulière d'où sont bannis idiotismes, tournures populaires. On note donc dans la poésie arabe un purisme littéraire et un soin particulier de la langue en utilisant toutes les ressources artistiques que possède la langue arabe et qui sont inépuisables.

TROIS CATÉGORIES

La poésie arabe se divise en trois catégories, nous dit M. Benmohamed : la poésie improvisée, la poésie élaborée, et la prose rimée obéissant à des rythmes variables. M. Benmohamed dressa alors un tableau des différents thèmes que l'on retrouve dans la poésie classique. En fait, dans la tradition classique, il existe des thèmes persistants à travers les siècles. Mais cependant, sous l'effet de l'actualité d'un pays, certains thèmes sont teintés de « couleur locale ». Il existe donc des genres qui caractérisent la poésie arabe et que l'on peut énumérer ainsi : le laudatif (le panégyrique est le genre par excellence traité dans la poésie arabe), les plaintes, le thrène (complaintes inspirées par la mort), la satire, l'amour sous toutes ses formes, les thèmes religieux, la poésie militante (poésie de cour, gloire de la guerre sainte, etc.).

M. Benmohamed, après avoir décrit le cheminement de la poésie classique arabe, abordera par la suite le thème de la poésie arabe en Algérie dans la première moitié du XX^e siècle en se limitant à la période qui va de 1914 à 1954. Pour Benmohamed, c'est une période prérévolutionnaire qui est d'une richesse très variée. Pour ce qui est de la deuxième moitié de ce siècle, qui va de 1954 à nos jours, cette époque comporte des spécificités particulières, que l'on peut déjà saisir connaissant le cours de l'Histoire de l'Algérie moderne et qui pour M. Benmohamed nécessiterait une autre étude, un autre débat.

Dans l'Algérie coloniale, l'occupation des terres, s'accompagnait d'une déculturation, d'une négation de l'identité culturelle par le pouvoir colonial. La renaissance de la littérature qui se fera jour à cette époque est fortement liée à la lutte du peuple algérien pour se libérer. Le poète participera intensément à cette lutte. Le thème de l'amour trouvera une évolution liée aux événements qui se déroulent dans

l'Algérie sous le joug colonial. L'amour au lieu d'être voué à une femme se transforme en amour divin puis en amour au service de la patrie, de l'indépendance.

Les poèmes du Cheikh Ben Badis, par exemple, illustrent bien l'engagement et le militantisme caractéristiques de la poésie algérienne de cette époque. Les massacres du 8 mai 1945 en Algérie, mais aussi l'oppression des autres peuples d'Afrique, les victimes d'Hiroshima, Nagasaki, seront autant de thèmes d'une poésie qui se veut de

combat.

La forme de la poésie algérienne en langue nationale a peu ou prou évoluée. Certains poètes modernes s'imposent leurs propres règles, de nouvelles contraintes pour jeter un regard neuf sur un monde en pleine mutation.

La conférence devait se terminer par un débat qui a permis un échange fort intéressant entre M. Benmohamed et le public, montrant combien ce sujet est passionnant.

Y. AMINA

« Premier novembre » dans le « Melhoun »

★ Le melhoun algérien, se taille la part du lion dans le thématique littéraire à côté du « medh » et du « ghazal ». Les auteurs qui se sont adonnés au « Chir El Moukawama » ont jalonné l'histoire culturelle de notre pays.

Les soulèvements successifs qui ont visé à se débarrasser de la France coloniale n'ont jamais cessé depuis 1830, au point qu'il n'y a pas une tranche de l'histoire des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle qui ne contienne une héroïque illustration relatée par quelque chantre et consignée dans la mémoire collective.

Au-delà de toutes les déformations qu'avaient accomplies les ethnologues coloniaux qui ont recueilli certaines de ces pièces pour en montrer l'aspect exotique, il est possible de relever les témoignages irrécusables de cet engagement de la poésie populaire contre l'envahisseur.

VÉRITABLES DOCUMENTS

Certains poèmes sont de véritables documents sur la situation des troupes armées algériennes de l'époque, leur discipline, leurs effectifs, leur armement. D'autres pièces relatent dans le détail le déroulement des combats, donnent des précisions sur les résultats des opérations militaires, le nombre de victimes, l'état psychologique des combattants, etc.

Les pièces constituées après le 1^{er} Novembre 1954 ont pour beaucoup continué cette tradition. Il est certain que la thématique s'est plus ou moins modifiée en raison des caractères inhérents à l'époque. Mais ce qui lui est proprement caractéristique, c'est le projet global, commun à une population engagée entièrement dans le combat.

Les pièces post-54 ne s'attachent plus à chanter l'acte isolé d'une tribu, d'un homme contre l'oppression coloniale, mais la contribution totale d'un peuple réalisant un dessein de grande envergure tant

sur le plan de l'action que sur celui de la vision politique.

Avant 54, le melhoun chantait la révolte d'un groupement humain localisé. Après 54, il chante la révolution de tout un peuple, de tout un pays. Ceci a eu une double conséquence : la multiplication des chantres de la « Moukawama », la maturation d'un projet littéraire, car lié à l'élaboration politique affinée d'une époque et d'un peuple.

THÉMATIQUE IMPOSÉE

Les poètes populaires ont pris en charge le déclenchement de la lutte armée de 1954 comme le prolongement tout à fait logique d'une thématique imposée par les contingences historiques.

« Le poète a saisi l'importance du thème du combat armé depuis les anciennes époques » (Kerboub, entretien de juin 1980, festival national de la poésie populaire algérienne).

Un autre poète, Fizazi Mohamed, continue dans le même ordre d'idées : « En somme, le poète est familiarisé avec cette sorte de composition car elle reflète la dure réalité de la vie. »

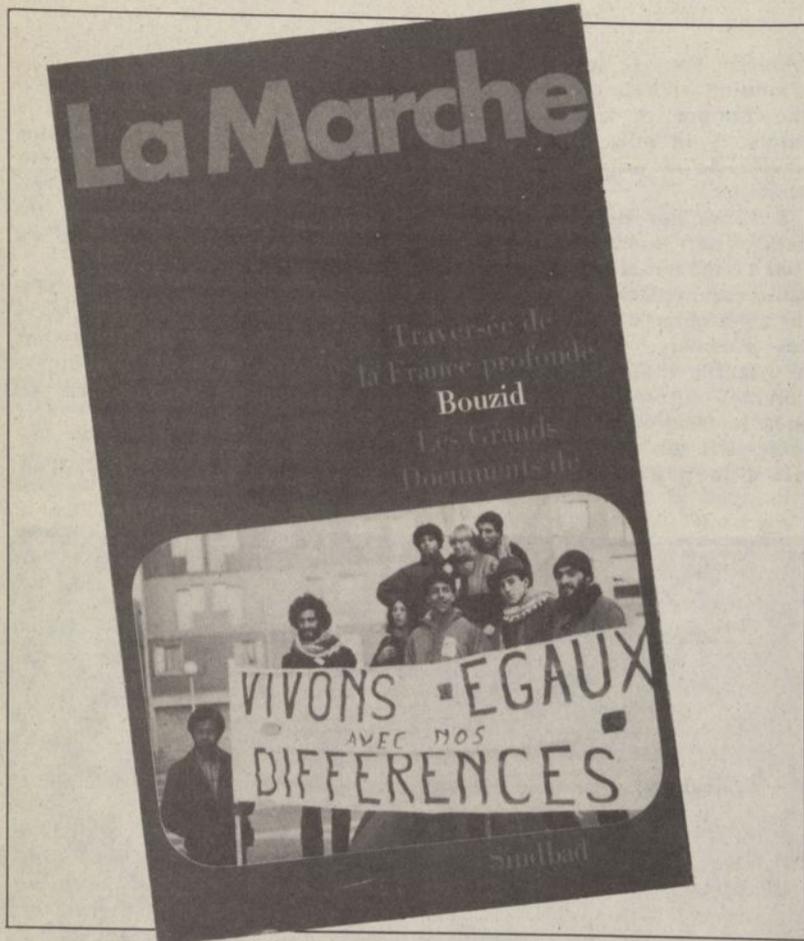
Ainsi, la guerre est une étape de la vie socio politique, un acte de survie dans un monde sur lequel plane la menace coloniale. Ce qui est important, fait remarquer le même auteur, c'est que cette poésie de novembre devient un acquis de notre idéologie « qui est capable de permettre une amélioration de la conscience collective ». Ce qui est susceptible de se traduire par la lutte contre les obstacles auxquels se heurte la Révolution.

Ainsi, la poésie issue de novembre n'est pas exclusivement événementielle à l'instar de la poésie antérieure. Elle dépasse le cadre temporel qui lui a donné naissance pour devenir un programme idéologique et politique étalé sur de nombreuses années.

(APS)

« La Marche » de Bouzid

A la recherche de la planète dignité



★ » Nous avons gagné une partie de notre pari, celui de réunir cent mille personnes dans la capitale le 3 décembre. Un barbu à tête d'illuminé court parallèlement à nous en criant : « Il y a des manifestants qui n'ont pas encore démarré de la place de la Bastille... » Nous marchons depuis une heure...

Il revient quelques instants plus tard : d'après l'estimation des agents des Renseignements généraux, nous sommes deux cent cinquante mille. Je suis assommé par ce chiffre. J'interpelle Christian : « Alors, il paraît que les Parisiens ne se déplacent pas beaucoup... »

Tous les scores de manifestation depuis mai 68 sont pulvérisés. Les you-you, la foule amassée sur notre passage... Je réentends la chanson d'un groupe marocain, « Sabra et Chatila », qu'on nous a chanté à toutes les étapes, ou presque. Elle est devenue notre chanson. Et une autre, celle qu'un groupe arabe a composé spécialement pour nous, dont les premières paroles sont : « Bienvenue Marseille-Paris... » Je ne sens ni le froid ni la fatigue, je marche en faisant des signes à cette France de la solidarité. Un podium est dressé sur la place Montparnasse. A la fin des discours qui durent près d'une heure, des manifestants continuent d'arriver, ils n'ont pas entendu un seul mot. Le bruit court que nous sommes un demi-million. C'est délirant. J'embrasse la première fille qui

passé à ma portée... Un groupe de marcheurs se rend à l'Elysée. Le gros de la troupe s'engouffre dans des camionnettes. Nous allons dîner. La place est encore noire de monde. « Et Bouzid de conclure quelques lignes plus loin, en guise d'épilogue :

Les marcheurs se recueillent à la mémoire de Habib Grimzi assassiné dans le train Bordeaux-Vintimille



Photo tirée de l'ouvrage

« On se serait cru sur la planète Dignité ».

Il y a juste un an, souvenons-nous, Paris vivait l'une de ces journées historiques qui fait sortir la foule, la grande foule : la Marche pour l'égalité et contre le racisme clôturait son ultime étape à Paris. De ces quarante huit jours d'une marche à travers les routes de l'Hexagone, Bouzid, un marcheur, raconte (1) avec talent et émotion les événements, petits ou grands, qui ont ponctué les pas des Nacera, Khera, Bouzid, Farouk, Brahim, Patrick, Christian et tant d'autres marcheurs encore. Connus ou tout simplement anonymes.

MESSAGE D'ESPOIR

Mais plus qu'un simple carnet de route, cet ouvrage est d'abord le cri d'un jeune qui veut encore un message d'espoir et de fraternité. Car le témoignage de Bouzid est avant tout le témoignage d'un jeune Arabe qui vit en France. Arabe, parce qu'il ne se reconnaît ni dans le vocable « Maghrébin » ni dans le vocable « Beur ». Et il s'en explique :

« A propos du terme « Maghrébin », je voudrais préciser que je l'emploie par commodité mais que je ne me reconnais pas sous ce vocable bizarre, pas plus que sous celui de Beur. Le Beur est un Arabe habitant Paris, à mes yeux. Moi, je suis un Arabe du Sud. Le terme qui me convient le plus — bien qu'il ne soit pas toujours fondé

quand on y réfléchit — est celui d'Arabe. Simple. Quant à l'appellation « jeune de la deuxième génération », c'est celle que je refuse le plus. Pourquoi les Arabes sont-ils immigrés auxquels on donne un numéro ? Nous ne sommes pas des prisonniers. Pour bien faire, on aurait dû donner un numéro à tous les autres. C'est ainsi qu'il y aurait eu des immigrés de la dixième ou de la quinzième génération ! Cela n'aurait guère eu de sens. Et puis, dans cette appellation, je vois une volonté de nous réduire au même statut que nos parents or, c'est précisément ce que je refuse.

Deuxième génération de quoi ? De balayeurs ? De mangeurs de pain des Français ? « Pourquoi cette Marche ? Bouzid nous dit :

« Il fallait cette Marche pour désamorcer la bombe de rage qui nichait en moi et dont la minuterie était d'ailleurs déclenchée. Je m'en aperçois aujourd'hui : devant les meurtres en série — quarante-huit en dix-huit mois — frappant les immigrés, j'étais en instance de terrorisme. Une goutte d'horreur raciste supplémentaire aurait suffi pour que l'explosion se produise... Ce que certains attendaient sans doute pour pouvoir nous massacrer légitimement. Mais « ils » n'auront pas ce plaisir. Pour employer un langage imagé et souvent utilisé, on peut dire que, cette fois-là, nous avons « enlevé le pain de la bouche » de quelques-uns. »

MATURITE ET CONSCIENCE

Pourtant tout au long de cette marche sur les routes de la France profonde, provocations, tentatives de récupération, et autres pièges n'ont pas manqué. Il aura fallu tout le sang froid des marcheurs pour déjouer les chausse-trappes qui, inéluctablement, pouvaient déclencher la spirale de la violence.

Maturité ou solide prise de conscience, toujours est-il que la Marche s'acheva sur l'épilogue parisien qu'on lui connaît. Et ce n'est pas là le moindre de ses résultats...

Pourtant aujourd'hui, un an après ce moment historique, force est de constater que rien de bien concret n'a changé pour les jeunes... Sans doute l'idée de l'égalité, de la tolérance et de la différence fait lentement son chemin dans les esprits en France. Mais au prix de quelle patience, cette idée trouvera-t-elle une réelle application dans les faits ?

La Marche
Traversée de la France profonde
Bouzid
Ed. Sindbad
Paris 1984, 196 p. 78 FF

Un hymne à la main

Maîtrise du geste et pouvoirs de la main chez l'enfant. Tel est le thème du colloque organisé à Paris, du 20 au 24 novembre dernier, par le Comité français pour le fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

★ On peut se demander, à première vue, si à l'heure où l'électronique, l'informatique et autres technologies nouvelles assoient leur emprise sur la société, parler de « la maîtrise du geste et des pouvoirs de la main chez l'enfant » ne paraît pas un débat relevant d'un autre âge.

Il n'y a qu'à voir les prestigieux parrains, allant du ministre de l'Éducation nationale au ministre de la Recherche et de la Technologie en passant par celui des Affaires sociales et de la Solidarité nationales ou de la Culture, pour se convaincre que le colloque qui s'est tenu la semaine dernière à l'Unesco n'est nullement anachronique.

Le monde vit aujourd'hui sans doute l'aube d'une révolution technologique qui va bouleverser du tout au tout l'univers de l'homme.

MENACE OU CHANCE ?

Pour certains l'intrusion d'une technologie de plus en plus sophistiquée peut apparaître d'autant plus menaçante pour le commun des mortels que l'homme ne maîtrise pas la complexité de l'intelligence artificielle qui anime les machines.

Pour d'autres, l'homme doit saisir les chances qui s'offrent à lui, aujourd'hui, en coupant de façon radicale le cordon ombilical qui le relie au passé et à l'archaïsme industriel représenté par le bon vieil outil ; outil que tous les esprits éclairés se sont complu à décrire comme le prolongement artificiel de la main.

Comme on le constate, le débat n'est pas sans intérêt. Et le colloque organisé par le Groupe consultatif du Comité français pour l'Unicef, et auquel ont été conviés de nombreux universitaires étrangers montre bien la nécessité d'une halte réflexive

pour cerner les contours du problème.

La place de la main dans la société traditionnelle n'est plus à démontrer. Sa prépondérance est un fait connu, car dès le jeune âge par exemple, l'enfant perçoit l'environnement et apprécie l'espace à travers le contact manuel.

Or, la société moderne s'installe dans un monde technologique où les traditionnels gestes de la main ne sont plus de mise.

COUPLE CERVEAU-MAIN

Au traditionnel couple cerveau-main se substitue de plus en plus le couple cerveau-machine. Y'a-t-il alors aujourd'hui menace pour l'homme et son épanouissement ?

Il va sans dire que cette mutation technologique n'est pas sans conséquence sur l'individu lui-même, amené à remettre constamment à jour ses connaissances, voire se remettre en cause en tant qu'individu pour suivre le rythme de la technologie.



Photo tirée de la revue « Les enfants du Monde » (FISE/Unicef)

Ces relations difficiles avec le monde de la technologie obligent à une nouvelle approche. Approche d'autant plus nécessaire que ce monde-là sera celui de nos enfants. D'où cette obligation de préparer ces derniers aux épreuves qui les attendent afin d'assurer leur insertion dans le futur sans trop d'accrocs.

Le décalage entre les générations n'est pas un vain mot dans cette société caractérisée par le bouleversement industriel.

Ainsi, si dans les années sombres pas si lointaines que ça, l'écran de télévision n'était qu'un simple support

à images, aujourd'hui, grâce aux nouvelles données de la technologie, le tube cathodique devient tableau scolaire, toile d'artiste, ou page d'annuaire électronique.

C'est dire que les rapports qu'ont les adultes avec les machines ne seront pas forcément les mêmes que ceux qu'auront les hommes de demain avec les machines de l'avenir. D'autant que la machine de demain aura le pouvoir de démultiplier la main de façon bien plus importante qu'aujourd'hui.

D'où ces concepts de main mentale, de main symbolique.

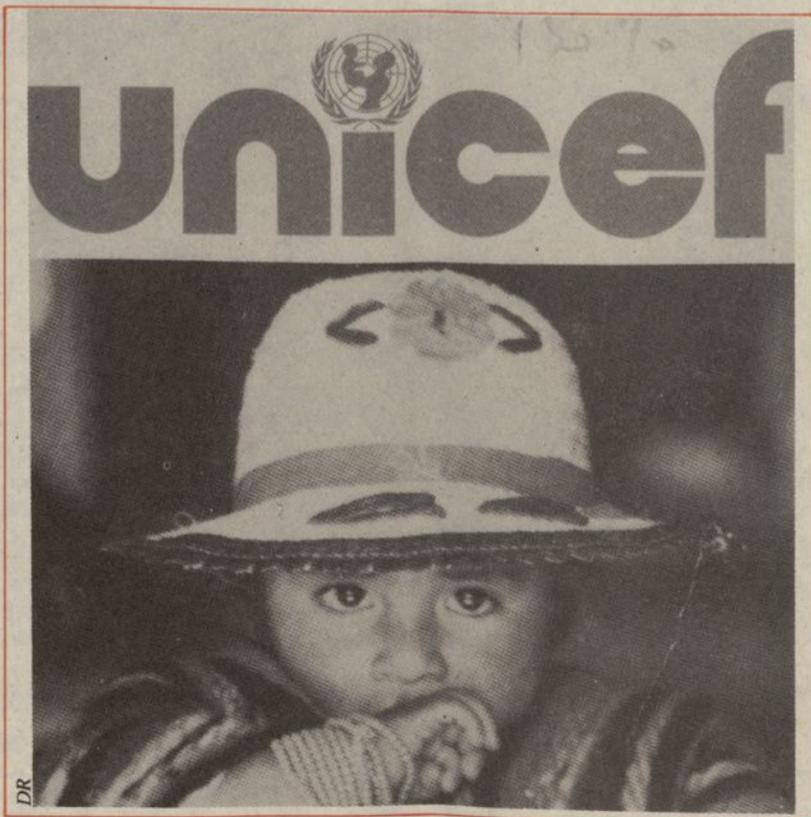
Car si hier l'outil était le prolongement de la main, aujourd'hui l'ordinateur est une véritable prothèse du cerveau, un véritable prolongement de la pensée humaine.

Or, rien qu'en France, il est prévu dans un proche avenir, un parc 800 000 micro-ordinateurs pour les écoles. On imagine déjà, les tâches qui attendent les enseignants d'un nouveau genre confrontés aux difficultés de cette alphabétisation technologique.

Mais l'essentiel n'est-il pas de former des enfants sans les conformer, et d'en faire des citoyens libres des contraintes de la machine.

Tel est là l'enjeu véritable : maîtriser l'univers technologique afin de faire de la main — mentale ou physique — une puissance de création.

A.L.



★ La conception et l'action de la politique de coopération Sud-Sud de l'Algérie, vient de faire l'objet d'un travail universitaire. Il s'agit d'une contribution intéressante à la connaissance du développement des relations qu'instaure l'Algérie avec les pays du tiers monde.

Ce travail de recherche est un mémoire pour le diplôme d'études approfondies d'études politiques de l'Université de Paris 2 soutenu mardi 13 novembre 1984 par un diplomate algérien, M. Salah Lebdioui, secrétaire à l'ambassade d'Algérie en France.

La conception algérienne de la coopération Sud-Sud est étudiée et analysée dans ses fondements et la détermination des domaines prioritaires.

M. Météo...

au temps
pour
la jeunesse

★ Quel temps fera-t-il ? Pour M. Benmrine, habitant de la cité des Amandiers d'Oran, la question ne se pose même plus. Il a trouvé réponse en réalisant de ses propres mains... une mini-station météorologique.

La nouvelle est rapportée par le quotidien de l'Ouest algérien, « El-Djoumhouria », qui précise que le jeune homme a conclu un accord avec un domaine agricole, pour pouvoir gérer sa mini-station. Au temps pour lui...

Quand les informations algéroises s'affichent



★ Le journal électronique fait partie du mobilier urbain dans les grandes métropoles dans le monde. C'est un support de communication en prise directe sur les temps modernes où électronique et informatique sont les deux vecteurs de la technologie.

Alger en s'équipant de ces journaux électroniques entre de plain-pied dans l'ère de la communication moderne et partant efficace. De la place du 1^{er} mai à l'aéroport, en passant par Bologhine, vingt-cinq appareils dressent leurs écrans dans le paysage.

Informations locales, adresses utiles, activités culturelles, tout ce qui est utile pour le citoyen, peut être affiché. Il suffit de programmer un ordinateur qui distribuera, selon la programmation, les données intéressantes tel ou tel secteur de la capitale.

A noter que dix panneaux munis d'horloge et d'affiches tournantes seront mis à la disposition des annonceurs. D'autre part, outre des panneaux directionnels, cinquante planimètres comportant d'un côté le plan de la ville et de l'autre celui du quartier ont été édifiés.

Agenda au centre culturel algérien

171, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS
métro Boucicaut



● Conférences

★ « L'avenir de la langue arabe vu sous l'angle de la dialectique de l'arabisation »

par M. Mohamed Djidjelli
jeudi 13 décembre 1984
à 19 h

★ « Culture et développement »

par M. Nadji Safir
mardi 18 décembre 1984
à 19 h

● Exposition



Exposition du 6 au 31 Décembre 1984

● Courrier des lecteurs

Un bonjour d'Algérie

Je suis une jeune Algérienne âgée de 33 ans, je m'appelle « Houria » et je suis fière de posséder ce prénom, « Liberté » pour laquelle sont morts un million des meilleurs fils de l'Algérie.

En ce 1^{er} novembre, moi Houria, je vous envoie au nom de l'Algérie un bonjour et une bénédiction, de la part de toutes les mères d'Algérie, de toutes nos montagnes qui ont revêtues leurs manteaux verts ; leurs blessures

pensées, pour fêter ce 1^{er} novembre, de toutes nos vastes plaines et nos claires rivières, Dieu vous protège du racisme et de la haine...

Je vous souhaite longue vie, bonne santé, courage et beaucoup de volonté pour mener à bien votre lourde, mais combien noble tâche ; qu'y a-t-il de plus noble que de prévenir et de mettre au courant l'émigré (e) de tous ses droits par l'intermédiaire d'une revue algérienne.

A. Houria
Bou-Saâda